Zeitschrift: Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio

Herausgeber: Staatssekretariat für Wirtschaft

Band: 2 (1884)

Heft: 20

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 11.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

№ 20. II. Jahrgang — 1884 — IIme année. № 20

Schweizerisches Handelsamtsblatt

Feuille officielle suisse du commerce — Foglio ufficiale svizzero di commercio

Bern, 9. März — Berne, le 9 Mars — Berna, li 9 Marzo

Publikationsorgan der eidgenössischen Departemente für Finanzen, Zoll und Handel

Organe de publicité des Départements fédéraux des Finances, des Péages et du Commerce

Organo di Pubblicità dei Dipartimenti federali per le Finanze, i Dazi ed il Commercio

Jährlicher Abonnementspreis Fr. 5. — Abonnemente nehmen alle Postämter sowie die Expedition des *Schweiz. Handelsamtsblattes* in Bern entgegen.
Abonnement annuel Fr. 5. — On s'abonne auprès des bureaux de poste et à l'expédition de la *Feuille officielle suisse du commerce* à Berne.
Prezzo delle associazioni Fr. 5. — Associazioni presso gli uffizi postali ed alla spedizione del *Foglio ufficiale svizzero di commercio* a Berna.

Amtlicher Theil. — Partie officielle. — Parte ufficiale.

Bekanntmachungen nach Maassgabe des schweizerischen Obligationenrechtes.
Publications prévues par le Code fédéral des obligations.

Handelsregistereinträge — Inscriptions au Registre du Commerce — Iscrizioni nel Registro di Commercio

I. Hauptregister — I. Registre principal — I. Registro principale

Kanton St. Gallen — Canton de St-Gall — Cantone di San Gallo

Bureau Rorschach.

1884. 3. März. Die Firma **Aug. Frick-Wiget** in Rorschach widerruft die an Ulrich Kopp ertheilte Prokura.

Bureau St. Gallen.

3. März. Inhaber der Firma **M. Zarran Buchhändler** in St. Gallen ist Milan Zarran von Hlancsa (Ungarn), in St. Gallen. Geschäftslokal: Lämmlisbrunnstraße 41.

Kanton Waadt — Canton de Vaud — Cantone di Vaud

Bureau de Vevey.

1884. 3 mars. Louis Cochard-Wichoud, à Planchamp-dessus, et Henri Depallens, à Tavel, remplacent Pierre Vincent Cochard et François Dufaux comme membres du comité d'administration de la **Société de fromagerie et de laiterie de l'arrondissement de Clarens,** inscrite au registre du commerce le 25 avril 1883.

Bureau d'Yverdon.

3 mars. La société en nom collectif **Thévenaz frères,** à Yverdon, cesse d'exister à partir d'aujourd'hui. L'un des associés, Albert-Louis Thévenaz, reprend l'actif et le passif de cette société.

3 mars. Albert-Louis Thévenaz, de Bullet, domicilié à Yverdon, déclare être le chef de la maison **Albert Thévenaz,** à Yverdon, qui succède à la maison Thévenaz frères, dissoute aujourd'hui. Genre de commerce: Fabrication d'échappements.

3 mars. Marie Schmidhauser, à Yverdon, venant de contracter mariage avec Arnold-Constant Thévenaz, déclare que la maison *M. Schmidhauser,* à Yverdon, dont elle était le chef et ayant pour objet un commerce de mercerie et lainerie, cesse d'exister dès aujourd'hui pour continuer au nom personnel de son mari qui en reprend l'actif et le passif. En conséquence, le prénommé Arnold-Constant Thévenaz, de Bullet, domicilié à Yverdon, déclare être le chef de la maison **A. Thévenaz-Schmidhauser,** à Yverdon. Genre de commerce: Mercerie et lainerie.

Kanton Neuenburg — Canton de Neuchâtel — Cantone di Neuchâtel

Bureau de Boudry.

1884. 28 janvier. Sous la raison sociale **Société d'exploitation des cables électriques (système Berthoud, Borel et Cie)** il est fondé une *société anonyme* dont le siége social est à Cortaillod. Cette société a pour but: 1° La fabricatian et la vente des cables électriques (système Berthoud, Borel et Cie); 2° l'exploitation de divers brevets qui lui sont cédés par la société anonyme des cables électriques en liquidation, à Paris; 3° toutes les opérations se rattachant à cette exploitation, en y comprenant la vente des brevets; 4° la construction et la vente de tous appareils électriques et autres appareils rentrant dans ce genre de fabrication; 5° l'achat, la vente et l'exploitation de tous autres brevets se rattachant à cette industrie. La société est conclue pour durer jusqu'au trente-un décembre mil neuf cent trois (31 décembre 1903). Le capital social est fixé à la somme de *six cent mille francs;* il est divisé en douze cents actions de cinq cents francs chacune, dont: Six cents actions au porteur, dites actions d'apport, et six cents actions nominatives, dites actions privilégiées. Ces dernières pourront être converties en actions au porteur après leur complète libération. Elles sont remboursables par voie de tirage au sort au moyen d'un fonds d'amortissement spécial créé par les statuts et alimenté par des prélèvements opérés sur les bénéfices annuels. Les actions privilégiées remboursées sont remboursées par des obligations de jouissance. Les publications de la société sont valablement faites dans la Feuille officielle du canton et dans un journal de la ville de Neuchâtel; celles relatives à la convocation des assemblées générales doivent en outre être reproduites dans un journal d'annonces légales du département de la Seine (France). La société est représentée vis-à-vis des tiers par un conseil d'administration composé de sept membres au moins. Tous les actes de cession, contrats, ventes, transferts, marchés, traités ou autres, portant engagement de la part de la société, devront être signés par un administrateur et un directeur. Les directeurs sont au nombre de trois, savoir: Deux directeurs proprement dits et l'ingénieur en chef. Ils composent à eux trois la direction et sont nommés par le conseil d'administration. Toutes les pièces émanant de la direction doivent porter la signature des deux directeurs. En cas d'absence ou d'empêchement de l'un d'eux, l'ingénieur en chef signe en son lieu et place. A teneur de l'article 29 des statuts et pour la première période triennale, le conseil d'administration est composé des citoyens: Joseph-Henri-Etienne Aubineau, propriétaire, à Paris; Alphonse-Henri Berthoud, banquier, à Londres; Alfred de Coulon, propriétaire, à Treytel, rière Bevaix; Fréderic Du-Pasquier, propriétaire, à Neuchâtel; Alphonse Du-Pasquier, avocat, au dit lieu; Eugène Humbert, ancien banquier, au même lieu; Jean Jequier, propriétaire, à Neuchâtel; Maurice de Perrot, banquier, au dit lieu. Les deux directeurs sont les citoyens: Edouard-Ernest Berthoud et Henri-Fréderic de Coulon, les deux de Neuchâtel, domiciliés à Cortaillod. L'ingénieur en chef est le citoyen Arnold-François Borel, de Neuchâtel, domicilié à Cortaillod. Bureaux et usine de fabrication: Fabrique de Cortaillod.

Bureau de la Chaux-de-Fonds.

29 février. La raison **Jacques Rueff,** à la Chaux-de-Fonds, est éteinte ensuite de la renonciation du titulaire.

29 février. Jacques Rueff et son frère Henri Rueff, tous deux de Montmollin, domiciliés à la Chaux-de-Fonds, ont constitué à la Chaux-de-Fonds, sous la raison sociale **Jacques Rueff et frère,** une société en nom collectif, commencée le 7 février 1884. Jacques Rueff est seul autorisé à représenter la société. Genre de commerce: Achat et vente de chevaux et bestiaux, louage de chevaux et voitures. Bureaux: Rue Léopold Robert, 11 a.

Kanton Genf — Canton de Genève — Cantone di Ginevra

1884. 1er mars. En vertu d'acte notarié (Me J. M. Albert Wessel, notaire à Genève) du 18 février 1884, enregistré, la *Société civile de la maison N° 5 Rue Berger* (inscrite le 31 mars 1883 et publiée dans la Feuille officielle suisse du commerce du 30 mai, page 636), arrivant à son terme le 17 mars prochain, a modifié ses statuts pour les mettre en harmonie avec le nouveau code fédéral des obligations et à cet effet s'est transformée, à dater du 25 février 1884, en une *société anonyme par actions* qui aura pour dénomination **Société anonyme de la Maison Rue Berger, N° 5.** Son siége est à Genève, en l'étude de Me Wessel, notaire, 29, Rue du Rhône. Elle continuera à avoir pour objet la possession, l'administration et la revente de l'immeuble n° 5 de la Rue Berger. Sa durée a été fixée à trente années, qui ont commencé le 25 février 1884 et expireront le 25 février 1914. Le capital social a été fixé à trente mille cinquante francs, divisé en 232 actions de fr. 129. 55 chacune, entièrement versé. Les actions sont au porteur. Les convocations d'actionnaires doivent être faites par insertions dans la Feuille d'avis officielle du canton de Genève, à deux reprises et cinq jours au moins avant celui de l'assemblée générale. La société est gérée par un conseil d'administration de trois membres nommés par l'assemblée générale, pris parmi les actionnaires et indéfiniment rééligibles. Les engagements signés par deux administrateurs obligent la société. Les suivants ont été nommés administrateurs pour une première période de 3 ans: MM. Jn Antoine Gignoux, domicilié aux Eaux-Vives; Jean Henri Baud, marchand de fer; Philippe Quaglia-Senta, ces deux derniers à Genève. Me Alexandre Flournoy, domicilié à Genève, a été nommé contrôleur pour le premier exercice annuel.

3 mars. Le chef de la maison **L. Pellet,** à Mategnin (commune de Meyrin), est Louis Pellet, de Vétraz-Monthoux (Haute-Savoie), domicilié à Mategnin. Genre de commerce: Bestiaux, vins et grains.

B. 8.

Gewinn- und Verlust-Rechnung
der Aargauischen Bank

vom Jahre 1883.

Dekretsgemäße Genehmigung vorbehalten.

Soll — Lastenposten

				I. Verwaltungskosten.		
		7,953	—	Entschädigungen an die Verwaltungsbehörden, exklusive Tantièmen.		
		62,486	60	Besoldungen und Gratifikationen an die Angestellten und das Hülfspersonal.		
		3,847	65	Assekuranz und Unterhalt des Bankgebäudes.		
		5,200	—	Lokalmiethe.		
		1,222	50	Heizung, Beleuchtung, Reinigung und Bewachung.		
		7,077	98	Bureau-Auslagen (Druckkosten, Inserate, Abonnemente, Formularien etc.).		
		6,896	16	Porti, Depeschen und Konkordatsspesen.		
		3,372	—	Banknotenanfertigungskosten, resp. Abschreibungen.		
98,304	94	249	05	Mobiliar: Anschaffung, Unterhalt, Abschreibungen.		
				II. Steuern.		
		2,971	15	Bundes-Banknotensteuer.		
5,408	80	2,437	65	Gemeinde-Steuern.		
				III. Passivzinsen.		
				a. Auf Schulden in laufender Rechnung.		
		5,297	07	An Emissionsbanken und Korrespondenten.		
		182,850	28	„ Konto-Korrent-Kreditoren.		
		105,822	15	„ Sparkassa-Einlagen.		
				b. Auf Schuldscheine aller Art.		
				An kurzsichtige Depositenscheine:		
				36,273 47 Bezahlte Zinsen.		
				10,344 40 Ratazinsen auf 31. Dezember 1883.		
				46,617 87		
		29,923	37	16,694 50 Abzüglich: Ratazinsen vom Vorjahre.		
				An Schuldscheine auf Zeit (Obligationen):		
				802,844 30 Bezahlte Zinsen und Coupons.		
				42,214 — Fällige und nicht erhobene Zinsen und Coupons.		
				395,288 60 Ratazinsen auf 31. Dezember 1883.		
				1,240,346 90		
1,156,961	02	833,068	15	407,278 75 Abzüglich: Ratazinsen und ausstehende Zinsen und Coupons vom Vorjahre.		
				IV. Verluste und Abschreibungen.		
		24,287	90	Auf Diskonto-Schweizer-Wechsel.		
		5,338	30	„ Konto-Korrent-Debitoren.		
		24,497	43	„ Schuldscheine ohne Wechselverbindlichkeit.		
		1,668	55	„ Hypothekaranlagen aller Art.		
		73,122	95	„ Effekten (öffentliche Werthpapiere).		
129,015	13	100	—	„ Diverse (Ehrengaben).		
				VI. Reingewinn.		
		55,385	59	Gewinn-Saldo-Vortrag von 1882.		
557,959	46	502,573	87	Reingewinn des Rechnungsjahres 1883 (vide Beilage auf der folgenden Seite).		
1,947,649	35					

Haben — Nutzposten

				I. Ertrag des Wechsel-Konto.					
				Diskonto-Schweizer-Wechsel:					
				Vereinnahmte Zinsen und Kommissionen	131,379	75			
				Rückdiskonto vom Vorjahre à 4,08 %, moyenne	49,757	91			
					181,137	66			
				Abzüglich: Rückdiskonto auf 31. Dezember 1883 à 3,13 % moyenne	37,422	67	143,714	99	
				Wechsel auf das Ausland:					
				Vereinnahmte Zinsen, Kommissionen und Kursgewinne	33,497	89			
				Rückdiskonto vom Vorjahre	3,287	43			
					36,785	32			
				Abzüglich: Rückdiskonto auf 31. Dezember 1883	2,532	45	34,252	87	
				Wechsel mit Faustpfand:					
				Vereinnahmte Zinsen und Kommissionen	19,959	10			
				Rückdiskonto vom Vorjahre à 4 1/2 %	3,827	80			
					23,786	90			
				Abzüglich: Rückdiskonto auf 31. Dezember 1883 à 3 1/2 %	2,884	20	20,902	70	
				Uebrige Wechselforderungen (Warrants):					
				Vereinnahmte Zinsen	74	85			
				Rückdiskonto vom Vorjahre	18	50			
					93	35			
				Abzüglich: Rückdiskonto auf 31. Dezember 1883	46	60	46	75	
				Wechsel zum Inkasso:					
				Vereinnahmte Inkassogebühren etc.			987	17	199,904 48
				II. Aktivzinsen und Provisionen.					
				a. Auf Guthaben in laufender Rechnung.					
				Von Emissionsbanken und Korrespondenten			13,315	02	
				„ Konto-Korrent-Debitoren			263,067	06	
				„ „ „ Kreditoren			22,116	07	
				b. Auf andern Guthaben und Anlagen.					
				Von Schuldscheinen ohne Wechselverbindlichkeit:					
				Vereinnahmte Zinsen und Provisionen	108,929	73			
				Ratazinsen auf 31. Dezember 1883	45,900	40			
					154,830	13			
				Abzüglich: Ratazinsen und Zinsrestanzen vom Vorjahre	75,050	05	79,780	08	
				Von Hypothekaranlagen aller Art:					
				Vereinnahmte Zinsen	1,007,979	07			
				Zinsrestanzen auf Jahresschluß	207,717	90			
				Ratazinsen auf 31. Dezember 1883	487,288	10			
					1,702,985	07			
				Abzüglich: Ratazinsen und Zinsrestanzen vom Vorjahre	718,602	65	984,382	42	
				Von Effekten (öffentliche Werthpapiere):					
				Kursgewinne und vereinnahmte Zinsen auf eigenen Effekten	287,400	20			
				Ratazinsen auf 31. Dezember 1883	45,115	50			
					332,515	70			
				Abzüglich: Ratazinsen vom Vorjahre	39,466	60			
					293,049	10			
				Provisionen etc. auf Ankauf und Verkauf für Rechnung Dritter	8,162	85	301,211	95	1,663,872 60
				III. Ertrag der Immobilien.					
				Vom Bankgebäude			6,000	—	
				Von anderm Grundeigenthum			13,016	57	19,016 57
				IV. Gebühren und Entschädigungen.					
				Aufbewahrung und Verwaltung von offenen und verschlossenen Werthtiteln, Werthgegenständen u. s. w.:					
				a. eingegangene			5,736	30	
				b. ausstehende			295	15	6,031 45
				V. Diverse Nutzposten.					
				Agio auf Münzsorten, fremden Noten u. s. w.					2,800 —
				VI. Eingänge von früheren Abschreibungen.					
				Auf kurzfälligen Guthaben aller Art			17	05	
				„ Konto-Korrent-Debitoren			346	—	
				„ Schuldscheinen ohne Wechselverbindlichkeit			127	71	
				„ Hypothekar-Anlagen aller Art			147	90	638 66
				VII. Gewinn-Saldo-Vortrag vom Jahre 1882					55,385 59
									1,947,649 35

B. 8

Jahresschluss-Bilanz
der Aargauischen Bank

auf 31. Dezember 1883.

Dekretsgemäße Genehmigung vorbehalten.

Aktiven

								I. Kassa.
		1,209,152	65					Notendeckung in gesetzlicher Baarschaft.
		91,455	—					Uebrige gesetzliche Baarschaft.
		1,300,607	65					Gesetzliche Baarschaft.
		55,950	—					Eigene Noten.
		139,600	—					Noten anderer schweiz. Emissionsbanken.
1,586,609	46	90,451	81					Uebrige Kassabestände.
								II. Kurzfällige Guthaben.
		154,256	04					Schweiz. Emissionsbanken-Debitoren.
406,963	40	252,707	36					Korrespondenten-Debitoren.
								III. Wechselforderungen.
								Diskonto-Schweizer-Wechsel.
				1,056,183	27	Innert	30 Tagen fällig.	
				840,326	15	„	31—60 „ „	
				1,225,529	45	„	61—90 „ „	
		3,840,225	27	718,186	40	In über	90 „ „	
								Wechsel auf das Ausland.
				159,747	—	Innert	30 Tagen fällig.	
				152,576	50	„	31—60 „ „	
				189,275	05	„	61—90 „ „	
		532,499	60	30,901	05	In über	90 „ „	
								Wechsel mit Faustpfand.
				193,500	—	Innert	30 Tagen fällig.	
				142,500	—	„	31—60 „ „	
		574,500	—	238,500	—	„	61—90 „ „	
		6,000	—					Warrants.
4,973,267	36	20,042	49					Wechsel zum Inkasso.
								IV. Andere Forderungen auf Zeit.
		4,589,618	71					Konto-Korrent-Debitoren mit gedecktem Kredit.
		1,542,035	05					Schuldscheine ohne Wechselverbindlichkeit, gedeckte.
27,573,918	36	21,442,264	60					Hypothekar-Anlagen aller Art.
								V. Aktiven mit unbestimmter Anlagezeit.
		748,315	—					Aktien } vide beiliegendes Inventar, Beilage Nr. 2.
		4,164,430	—					Obligationen }
		4,912,745	—					Effekten (öffentliche Werthpapiere).
5,206,993	27	294,248	27					Grundeigenthum, nicht zum Geschäftsbetrieb bestimmt.
								VI. Feste Anlagen.
		160,000	—					Immobilien zum eigenen Geschäftsbetrieb.
163,000	—	3,000	—					Mobilien „ „ „
								VII. Gesellschafts-Konti (Comptes d'ordre).
		786,021	90					Ratazinsen auf Aktivposten } vide Détail in der Gewinn- und Verlust-Rechnung
786,317	05	295	15					Diverse . . . . . }
40,697,068	90							

Passiven

				I. Notenemission.
2,944,050	—			Noten in Zirkulation } vide Beilage Nr. 1
55,950	—	3,000,000	—	Eigene Noten in Kassa }
				II. Kurzfällige Schulden.
852,066	24			Kurzsichtige Depositenscheine . . . . .
77,551	13			Schweizerische Emissionsbanken-Kreditoren . .
103,345	62			Korrespondenten-Kreditoren . . . . .
3,181,707	33			Konto-Korrent Kreditoren . . . . .
69,214	—	4,283,884	32	Verfallene, noch nicht erhobene Zinsen und Tantiemen vom Jahr 1883 . . . . .
				III. Wechselschulden.
		158,514	88	Acceptationen . . . . .
				IV. Andere Schulden auf Zeit.
1,509,710	85			Konto-Korrent-Kreditoren . . . . .
2,821,330	47			Sparkassa-Einlagen (vide Beilage Nr. 3) . .
20,625,050	—			Schuldscheine (Obligationen), welche im Laufe des nächsten Kalenderjahres fällig oder nach erfolgter Kündigung rückzahlbar sind . .
719,100	—	25,675,191	32	Schuldscheine (Obligationen) mit Rückzahlungsfrist von länger als einem Jahr . . . .
				V. Gesellschafts-Konti (Comptes d'ordre).
42,885	92			Rückdiskonto auf Aktivposten } vide Détail in der Gewinn- und Verlust-Rechng.
405,633	—			Ratazinsen auf Passivposten }
483,000	—	931,518	92	Zu vertheilender Reingewinn für das Rechnungsjahr 1883 . . . . .
				VI. Eigene Gelder.
6,000,000	—			Eingezahltes Kapital . . . . .
600,000	—			Ordentlicher Reservefond . . . . .
47,959	46	6,647,959	46	Gewinn-Saldo-Vortrag auf das Jahr 1884 . .
		40,697,068	90	

Beilagen zu der Jahresschluss-Bilanz der Aargauischen Bank vom 31. Dezember 1883.

Beilage Nr. 1. Noten-Status am 31. Dezember 1883.

	Emission	In Kassa	In Zirkulation
Noten à 1000 Franken . . .	100,000	—	100,000
„ „ 500 „ . . .	241,000	17,000	224,000
„ „ 100 „ . . .	1,623,300	25,600	1,597,700
„ „ 50 „ . . .	1,032,900	13,050	1,019,850
„ „ 20 „ . . .	2,800	300	2,500
Total	3,000,000	55,950	2,944,050

(Beilage Nr. 2 zu der Jahresschluss-Bilanz s. folgende Seite.)

Beilage Nr. 3. Sparkassa-Einlagen.

(Einlegerzahl und Rückzahlungsbedingungen.)

Stand am 31. Dezember 1882: 8815 Einleger mit Fr. 2,659,261. 87
„ „ „ „ 1883: 8991 „ „ „ 2,821,330. 47
Vermehrung: 176 Einleger mit Fr. 162,068. 60
Durchschnittliches Guthaben eines Einlegers Fr. 313. 80. Zinsvergütung 4 % und zwar vom ersten Tage des auf die Einlage folgenden Kalendermonats hinweg. Guthaben unter 5 Franken tragen keinen Zins.

Gemäß §§ 83 und 86 des Bankreglements sind Sparkassagelder bis auf 500 Fr. jederzeit auf einen Monat, solche über 500 Fr. bis 2000 Fr. (nur beim Bureau Aarau zulässig) jederzeit auf drei Monate kündbar. Sie werden jedoch auch ohne Kündigung unter Abzug eines Zinses von ein bez. drei Monaten zurückbezahlt.

Beilage Nr. 4.

Eventuelle Verbindlichkeiten auf 31. Dezember 1883.

Engagements, herrührend von weiter begebenen, noch nicht verfallenen Wechseln aller Art	Fr. 226,115. 40
Deklarirter Betrag der zur einfachen Aufbewahrung übernommenen Werthschriften und Werthgegenstände . .	„ 100,000. —
Nominalbetrag der zur Aufbewahrung und Verwaltung übernommenen Werthtitel aller Art	„ 10,380,203. 05
	Fr. 10,706,318. —

Beilage zu der Gewinn- und Verlust-Rechnung der Aargauischen Bank vom Jahre 1883.

Vertheilung des Reingewinns

gemäß §§ 51 und 52 des Bankdekretes.*

Der Reingewinn beträgt laut Gewinn- und Verlust-Rechnung		Fr. 557,959. 46
Vortrag auf neue Rechnung		„ 47,959. 46
Aus den verbleibenden		Fr. 510,000. —
erhält zuerst das Aktienkapital von 6 Millionen Franken eine Minimaldividende von 4 %		„ 240,000. —
Der Rest von		Fr. 270,000. —
entfällt zu 50 % auf sämmtliche Aktien zu gleichmäßiger Vertheilung	Fr. 135,000. —	
40 % an den Staat Aargau zur Verwendung für gemeinnützige Zwecke	„ 108,000. —	
10 % an die Angestellten	„ 27,000. —	
		„ 270,000. —

Es gelangen somit im Ganzen $8^1/_2$ % des Aktienkapitals zur Vertheilung und die auf die Aktien entfallende Dividende beträgt $6^1/_4$ % = Fr. 12. 50 per Aktie von 200 Fr.

* § 51. Aus der am Schlusse des Rechnungsjahres auf den Geschäften der Bank erzielten Dividende werden zuerst die Aktien zu 4 % verzinset. Der Ueberschuß wird dann folgendermaßen vertheilt: 50 % unter sämmtliche Aktien, 40 % werden in den Reservefond gelegt, 10 % an die Angestellten der Bank. Letztere können jedoch bei sehr großen Superdividenden auch auf einen mindern Antheil angewiesen werden. In diesem Falle bestimmt die Aktionärversammlung die Verwendung des übrigbleibenden Restes.

§ 52. Der Sicherheitsfond bleibt arbeitendes Kapital der Bank und soll geäufnet werden, bis er auf 10 % des Aktienkapitals angestiegen ist. Von diesem Zeitpunkte an werden die letzten 40 % des Reingewinnes dem Staate zur Verwendung für gemeinnützige Zwecke übergeben, fallen aber neuerdings dem Sicherheitsfond zu, wenn letzterer wieder unter 10 % des Aktienkapitals sinkt.

Beilage Nr. 2 zu der Jahresschluss-Bilanz der Aargauischen Bank vom 31. Dezember 1883.

Verzeichniss der Effekten.

Stück	Bezeichnung	Rückzahlung	Nennwerth	Kurs	Produkt		Total	
	a. Obligationen.		Fr.	%	Fr.	Rp.	Fr.	Rp.
	4 % Kanton Aargau von 1880	1884—1893	63,000	100	63,000	—		
	4½ % „ Bern „ 1877	1885—1899	18,000	100½	18,090	—		
	4¼ % „ St. Gallen „ 1880	1895	78,000	100	78,000	—		
	4½ % „ „ „ 1879	1889	75,000	100½	75,375	—		
	4¼ % „ Zürich „ 1883	1893	77,500	100	77,500	—		
	4 % u. 1 % „ Freiburg „ 1879	1881—1946	25,000	107	26,750	—		
	4¾ % Südbahn-Gemeinden	1884	73,500	100	73,500	—		
	4½ % „ „	1890	201,000	100½	202,005	—		
	5 % Ortsbürgergemeinde Zofingen, II. Hypothek	1892	50,000	102	51,000	—		
	4½ % Gemeinde La Chaux-de-Fonds	1865—1911	29,000	100½	29,145	—		
	4 % u. 1 % Stadt Winterthur	1881—1969	158,500	89½	141,857	50		
	4¼ % Stadt Zürich von 1882	1892	10,000	100	10,000	—		
	4¼ % „ „ „ 1883	1892	20,000	100	20,000	—		
	5 % „ Lenzburg mit Pfand	1891	8,000	100½	8,040	—		
	4¼ % Zürcher Quai-Anleihen	1891	25,000	100	25,000	—		
	5 % Schweiz. Centralbahn von 1855	1864—1888	26,500	101½	26,897	50		
	4½ % „ „ „ 1870	1884	73,000	100	73,000	—		
	4 % „ „ „ 1880	1883—1957	130,000	95¾	124,475	—		
	4 % „ „ „ 1883	1883—1957	212,000	95¾	202,990	—		
	4 % „ Nordostbahn „ 1860	1890	21,000	97	20,370	—		
	4 % „ „ „ 1862	1892	56,000	97	54,320	—		
	4½ % „ „ „ 1871	1884	90,000	100	90,000	—		
	4½ % „ „ „ 1871	1884	56,000	100	56,000	—		
	4½ % „ „ „ 1873	1888	95,000	100½	95,475	—		
	4½ % „ „ „ 1863	1892	40,000	100½	40,200	—		
	4½ % „ „ „ 1865	1895	75,000	100½	75,375	—		
	4½ % „ „ „ 1879	1880—1954	320,000	100½	321,600	—		
	4½ % „ „ „ 1880	1880—1954	100,000	100½	100,500	—		
	4½ % „ Central- und Nordostbahn	1892	364,000	101½	369,460	—		
	5 % Gotthardbahn I. Serie	1884	9,000	100	9,000	—		
	5 % „ II. „	1891	75,000	100½	75,375	—		
	5 % „ III. „	1892	38,000	101½	38,570	—		
	5 % „ IV. „	1897	191,000	103½	197,685	—		
	5 % „ II. Hypothek	1897	174,000	102	177,480	—		
	5 % Monte Ceneri	1894—1903	100,000	104	104,000	—		
	5 % Berner Jurabahnen mit Zinsengarantie	1885	12,000	101	12,120	—		
	4 % „ „ „ Staatsgarantie	1906	284,000	98½	279,740	—		
	4 % Union Suisse I. Hypothek	ausloosbar	150,000	97½	146,250	—		
	4 % Westbahnen	1880—1957	100,000	83	83,000	—		
	4½ % Bank in Winterthur	1892	12,000	100	12,000	—		
	4½ % „ „ „	1887	5,000	100	5,000	—		
	4½ % Schweizerische Eisenbahnbank	1879—1954	101,000	101½	102,515	—		
	4¼ % „ Kreditanstalt	1887	30,000	100	30,000	—		
	4¼ % „ „	1889	70,000	100	70,000	—		
	4¼ % Zürcher Kantonalbank	1886	16,000	100	16,000	—		
	4¼ % „ „	1887	100,000	100	100,000	—		
	4¼ % Handwerkerbank Basel	1884	20,000	100	20,000	—		
	4½ % Hypothekarkasse Solothurn	1887	20,000	100½	20,100	—		
	4 % Basellandschaftliche Kantonalbank	1886	50,000	100	50,000	—		
	6 % Neue Kuranstalt Baden	1886	4,000	40	1,600	—		
	4½ % Chamer Milchgesellschaft	1884	50,000	100	50,000	—		
	4½ % „ „	1887	14,000	100½	14,070	—	4,164,430	—
	b. Aktien.							
500	Schweizerische Centralbahn		500	460	230,000	—		
50	„ Westbahn, Prior.		500	270	13,500	—		
100	Vereinigte Schweizerbahnen, Prior.		500	460	46,000	—		
100	Schweizerische Kreditanstalt		500	640	64,000	—		
50	Bank in Winterthur		500	350	17,500	—		
100	Basler Bankverein		500	615	61,500	—		
20	Basler Depositenbank		5,000	5035÷80%	20,700	—		
101	Basler Handelsbank		500	525	53,025	—		
31	Schaffhauser Handelsbank		300	180	5,580	—		
286	Hypothekar- und Leihkasse Lenzburg		100	110	31,460	—		
100	Schweizerische Eisenbahnbank (liberirt)		500	700	70,000	—		
10	Basler Transport-Versicherungs-Gesellschaft		1,000	1100÷80%	3,000	—		
1	Helvetia, Allgemeine Versicherungs-Gesellschaft		2,500	3350÷80%	1,350	—		
80	Schweizerische Unfallversicherungs-Aktien-Gesellschaft		1,000	740÷80%	÷ 4,800	—		
10	Gasbeleuchtungs-Gesellschaft Aarau		500	550	5,500	—		
100	Schweizerische Rheinsalinen		1,000	1300	130,000	—	748,315	—
							4,912,745	—

Traitement douanier des marchandises destinées à des expositions.

En renouvelant les publications précédentes (voir feuille fédérale de 1875, IV, 207, 1879, I, 225, 1882, I, 410 et feuille officielle suisse du commerce, Ire partie, no 34 du 23 août 1883) nous rappelons au souvenir du public les conditions auxquelles les envois destinés à des expositions jouissent de l'exemption des droits de péages suisses à la sortie et à la réimportation.

Afin de pouvoir réimporter en franchise en Suisse des envois expédiés à une exposition à l'étranger, il est nécessaire de les soumettre, à la sortie de Suisse, à l'expédition par passavant. A cet effet, la lettre de voiture et la déclaration doivent renfermer la demande formelle de l'expédition par passavant, ainsi que la désignation exacte des objets dont est composé l'envoi; à défaut, l'expéditeur doit donner les instructions nécessaires à l'agent intermédiaire à la frontière chargé d'effectuer l'envoi.

En cas d'inobservation de cette prescription, qui a pour but de soumettre l'envoi à la sortie et lors de sa réimportation, à un contrôle douanier, afin de constater l'identité de son contenu, l'envoi est soumis à l'acquittement, tant à l'exportation qu'à son retour. Le droit d'entrée est de même perçu si, lors de la réimportation, le passavant n'est pas représenté au bureau de péage dont il émane.

Pareillement, afin d'obtenir l'entrée et la sortie en franchise d'objets envoyés à des expositions en Suisse, il est nécessaire d'en demander l'expédition par passavant. Dans ce cas, pour éviter le paiement du droit d'entrée, le délai accordé par le passavant doit être observé, sous réserve de sa prolongation, pourvu que la demande en soit faite avant l'expiration du délai primitif.

Lorsque, par suite de l'inobservation des prescriptions rappelées ci-dessus, il y a eu acquittement pour l'importation, le droit d'entrée demeure acquis à la caisse des péages, et il ne pourra plus être tenu compte d'aucune réclamation, soit demande de remboursement.

Berne, le 7 mars 1884.

La Direction générale des péages.

Schweizerische Fabrik- und Handelsmarken.

Vom eidg. Markenamt vollzogene Eintragung:

Den 26. Februar 1884, 4 Uhr Nachmittags.

No 1106.

Heinrich Franck Söhne, Fabrikanten.

Basel.

Cichorien-Kaffee-Surrogat.

Hauptzollstätte im badischen Rangirbahnhof Basel,

(Aus den Bundesrathsverhandlungen vom 7. März 1884.)

Auf Grund einer zwischen dem eidg. Zolldepartement und den großherzogl. badischen Behörden stattgehabten Vereinbarung hat der Bundesrath die Errichtung einer Haugtzollstätte im badischen Rangierbahnhof in Basel beschlossen. Das Zolldepartement wird den Zeitpunkt der Eröffnung bekannt machen.

Bureau principal de péages à la gare badoise de classement à Bâle.

(Extrait des délibérations du Conseil fédéral du 7 mars 1884.)

Ensuite d'une entente conclue entre le Département fédéral des péages et les autorités grand-ducales badoises, le Conseil fédéral a décidé la création d'un bureau principal de péages à la gare badoise de classement à Bâle. Le Département des péages fera connaître ultérieurement la date de l'ouverture du dit bureau.

Warnung.

J. Nicewicz, Apotheker in Lachen und Wallrad Ottmar Bernhard in Zürich, behaupten in Zeitungs-Inseraten fälschlich, für ihr Alpenkräuter-Magenbitter vom Preisgericht der Schweiz. Landesausstellung in Zürich prämirt worden zu sein. Das unterzeichnete Departement sieht sich daher veranlaßt, zu erklären, daß Herr **J. Nicewicz, Apotheker in Lachen,** für seine in Gruppe 25 d[3] unter Nr. 2581 ausgestellten Alpenkräuter-Magenbitter und feinen Liqueur **kein Diplom** erhalten hat, und daß Herr **Wallrad Ottmar Bernhard in Zürich,** welcher in der gleichen Gruppe, unter Nr. 2517, Bernhardiner-Magenbitter, Schweizerbitter, Punsch-Essenzen, Tafel-Liqueure, ächtes Kirschwasser, Enzian, Wachholder-Branntwein und bayrischen Getreidekümmel ausgestellt hat, nur für Crême de rose und Punsch-Essenz von sehr guter Qualität, sowie für vorzügliche Installation und geschmackvolles Arrangement, **nicht aber für sein Alpenkräuter-Magenbitter,** diplomirt worden ist.

Bern, den 6. März 1884.

Eidg. Handels- und Landwirthschafts-Departement.

Rapport du Consul suisse à Venise,

M. *Victor Cérésole,* pour l'année 1883.

(Consulat pour les provinces de Venise, Udine, Bellune, Trévise, Vicence, Vérone, Padoue, Rovigo, Ferrare.)

Par suite des récoltes satisfaisantes dont mon arrondissement consulaire a été favorisé pendant l'année 1883, pour les principaux de ses produits, c'est-à-dire : le froment, la soie, le maïs et le vin, la Vénétie a commencé à se relever quelque peu des désastres épouvantables causés dans la vallée du Pô, de l'Adige, etc., par les inondations de l'automne 1882. Toutefois, il faudra encore un grand nombre de bonnes années pour nous remettre à flot des échecs subis dans cette année terrible.

Je constate néanmoins avec plaisir que le nombre des faillites, prononcées durant le cours de l'année écoulée, n'a pas augmenté, en Vénétie, dans la même proportion que les années précédentes. C'est là une preuve évidente de la solidité et de l'honnêteté du commerce de la Vénétie en général.

Comme conséquence de l'abolition du cours forcé en Italie, ensuite de laquelle l'or est aujourd'hui coté au pair du papier italien, puis aussi par le fait de la perspective d'une année favorable pour les produits agricoles et sans doute également grâce à la situation politique de plus en plus rassurante de l'Italie, l'année 1883 a été, prise dans son ensemble, plus propice à l'***importation*** générale et à celle des produits de l'industrie suisse en particulier que l'année précédente.

Dans la branche des manufactures, ce sont encore les *tissus de coton imprimés* du canton de Glaris (pour mouchoirs et fichus) qui tiennent le premier rang en 1883, ainsi qu'il en a toujours été depuis le moment où les autres tissus suisses en couleur ont été écartés du marché par l'industrie nationale italienne. Il est vrai que les prix des produits de Glaris indiqués ci-dessus ont dû subir une réduction sur notre marché, mais les fabricants de la vallée de la Linth n'en sont pas moins restés, pour ces articles, nos fournisseurs principaux, le goût de la place de Venise se prononçant de plus en plus pour les qualités supérieures et fines. Par contre, les marchandises de ce genre provenant de Glasgow, bien qu'elles soient aujourd'hui offertes à un bas prix ridicule, sont sur le point d'être éliminées de notre marché, les fabricants d'Ecosse se voyant réduits aujourd'hui à ne produire que des qualités de plus en plus inférieures.

Quant aux autres articles de manufacture indiqués dans mon rapport de l'année dernière*), on peut dire que leur consommation a été normale. Ce qui a été dit à cet égard pour l'année 1882 peut se répéter encore pour 1883.

La consommation des *fromages de l'Emmenthal* a été considérable, toutefois à des prix fort restreints. Les demandes ont surtout porté sur les marchandises de *première qualité* en formes de 80 à 120 kg. Pour les fromages de 2me qualité, ce sont ceux provenant du Tyrol et du Voralberg qui ont été trouvés les moins chers. Ces fromages de provenance autrichienne se trouvent malheureusement sur le marché sous le nom de «fromage suisse», ce qui est fort regrettable et au détriment de la réputation méritée des véritables fromages de l'Emmenthal.

*) Filés de coton, articles de St-Gall.

Nichtamtlicher Theil. — Partie non officielle. Parte non ufficiale.

Vertretung der schweizerischen Handelsinteressen im Auslande. Das hierauf bezügliche Postulat der schweiz. Bundesversammlung (Junisession 1883) veranlaßte das eidg. Handels- und Landwirthschaftsdepartement, die schweiz. Gesandtschaften und Konsulate im Auslande zur Vernehmlassung über die Frage einzuladen; insbesondere wünschte das Departement, die Ansichten dieser diplomatischen Agentschaften in Bezug auf die Errichtung schweizerischer *Handelskammern im Auslande* kennen zu lernen.

Diejenigen Gesandtschaften und Konsulate, welche die Umfrage des Departementes beantworteten, sprechen sich *gegen* solche Institutionen aus, wie aus folgender Zusammenstellung von Bericht-Auszügen hervorgeht.

Gesandtschaft in Rom: „Viele Ausländer, auch Schweizer, haben Sitz und Stimme in den italienischen Handelskammern und sind hienach oft in den Stand gesetzt, die Interessen ihres Heimatlandes zu wahren. Doch findet dies nur in sehr beschränktem Maße statt; denn, da die meisten ihre eigenen Geschäfte in Italien haben, so kommt es oft vor, daß sie, im Widerstreit der Interessen Italiens gegenüber denjenigen ihres Vaterlandes, Partei für die ersteren nehmen."

Konsulat in New-York: „Unsere Landsleute handeln verhältnißmäßig sehr wenig unter einander, und viel mehr mit Amerikanern und Kaufleuten anderer Nationen, und es würde ohne Zweifel schwer halten, sie zu veranlassen, sich den Bestimmungen einer rein schweizerischen Handelskammer zu fügen."

Die gleiche Erwägung hat in maßgebenden Kreisen in

Deutschland zu der Anschauung beigetragen, „daß auf ein zuverlässiges Einstehen der im Ausland etablirten Landsleute für die exklusiv vaterländischen Handelsinteressen im Allgemeinen wohl kaum gezählt werden könnte, indem die persönlichen Interessen derselben in vielen Fällen mit denjenigen des Heimatlandes kollidiren können."

„Zudem," schreibt die schweizerische Gesandtschaft in Berlin, „ist die prinzipielle Frage, ob fremde Handelskammern (im eigentlichen Sinne des Wortes) überhaupt zugelassen werden können, noch als eine offene zu betrachten. Die deutsche Regierung war ihrerseits zwar noch nicht in der Lage, sich mit dieser grundsätzlichen Frage zu befassen; doch gilt es zum mindesten als sehr zweifelhaft, ob dieselbe geneigt wäre, fremde Handelskammern auf ihrem Gebiete anzuerkennen."

Hâvre. „Alle schweizerischen Häuser, deren Verkehr mit unserm Platze von einiger Bedeutung ist, haben daselbst nicht nur einen, sondern mehrere Korrespondenten, welche, vom persönlichen Interesse gespornt, sie besser informiren, als es irgend eine Handelskammer oder ein Konsul könnte .... Handelskammern können für die Franzosen von Nutzen sein, da dieselben weniger zum Auswandern geneigt und mit den Bedürfnissen fremder Länder weniger vertraut sind, nicht aber für uns Schweizer, die über alle Weltgegenden zerstreut sind. Die schweizerischen Kaufleute bereisen die Orte, mit welchen sie Geschäfte machen, oft und werden außerdem häufig von ihren überseeischen und europäischen Korrespondenten besucht. Die Mittheilungen einer Handelskammer werden oft verspätet eintreffen und von den Privatberichten von Häusern überholt sein, welche ein Interesse daran haben, sie ohne Verzug zu schicken."

Bordeaux. „Die Kommunikation zwischen der Schweiz und Frankreich ist so leicht und billig, daß es zu den seltenen Ausnahmen gehört, wenn der Chef eines schweizerischen Hauses, das mit meinem Bezirk Beziehungen anknüpfen will, das Terrain nicht persönlich studirt. Nachher läßt er die Kundschaft durch Reisende oder Agenten an Ort und Stelle besuchen. .... Ist es nicht angezeigt, Geschäftshäusern, welche die meiste Initiative an den Tag gelegt haben, eine Art Monopol zu lassen, oder soll ihnen dagegen durch amtliche Berichterstattung eine Konkurrenz bereitet werden, welche den Geschäftsumsatz wahrscheinlich nicht stark vergrößern würde, wohl aber zur Folge hätte, die Preise weniger lohnend zu machen? Ich denke nicht, und glaube im Gegentheil, daß in Anbetracht der Nähe der beiden Länder es angezeigt ist, den Privatinteressen die Sorge zu überlassen, durch unausgesetzte Bemühungen die Beziehungen zwischen Frankreich und der Schweiz zu beleben."

Marseille. „Die Errichtung einer schweizerischen Handelskammer in unserer Stadt hätte keinen Nutzen in Anbetracht der Nähe der beiden Länder und der sozusagen täglichen direkten oder durch Vertreter vermittelten Beziehungen zwischen Marseille und der Schweiz, abgesehen davon, daß sich der Kaufmann, wenn es sich um wichtige Geschäfte handelt, häufig selbst an Ort

* „Der Bundesrath ist eingeladen, die Frage zu prüfen und darüber zu berichten, ob nicht die Organisation der Vertretung der schweizerischen wirthschaftlichen und kommerziellen Interessen im Auslande einer Vervollständigung bedürfe."

und Stelle begibt. Wir sehen daher nicht ein, wie eine Handelskammer den schweizerischen Handelsstand besser zu renseigniren vermöchte. .... Die häufigen Berichte der Konsulate genügen, um die Geschäftslage zu resumiren, und eine Handelskammer würde keine promptern Mittheilungen senden."

Algier. „Fast alle Schweizerhäuser, welche in Algerien Geschäfte machen, haben daselbst Vertreter und Agenten, welche ein Interesse daran haben, sie genauer zu berichten, als eine schweizerische Handelskammer könnte. Es kann kein Zweifel darüber herrschen, daß es bei den gegenwärtigen Kommunikationsmitteln für einen schweizerischen Kaufmann oder Fabrikanten nicht unendlich vorzuziehen wäre, die Chancen für den Absatz seiner Artikel an Ort und Stelle zu studiren, statt sich auf Angaben zu verlassen, welche eine Handelskammer zu machen im Falle sein könnte, selbst wenn sie gut organisirt wäre und die Mitglieder mit rücksichtslosester Hingebung geneigt wären, der Sache ihre kostbare Zeit zu widmen. Ich wage nicht, auf einen solchen Patriotismus der Geschäftsleute zu zählen, welche berufen wären, die Kammer zu bilden.

„Was die Inkonvenienzen anbetrifft, welche eine fremde Kammer haben könnte, fürchte ich, daß sie, wenn sie gut organisirt wäre, als ein Eingriff in die Attribute der französischen Handelskammer erscheinen könnte. Die schweizerischen Kaufleute würden beim Sekretariat derselben vielleicht nicht mehr der gleichen Gefälligkeit begegnen, auf welche sie jetzt sämmtlich zählen können und welche die Kammer in Algier auch dem Konsularkorps entgegenzubringen sich zur Ehre macht. Würden ferner der fremden Kammer von der Verwaltung alle Publikationen und Angaben zur Verfügung gestellt, die der französischen Kammer zugänglich sind? Die Lokalpresse ist den Fremden sehr wenig gewogen. Sie wirft ihnen die Konkurrenz vor, welche sie den Franzosen machen, indem sie den gleichen Profit ernten, ohne die gleichen Lasten zu tragen. Sie würde nicht ermangeln, dieser Schöpfung den Nutzen abzustreiten, wie sie die Militär- und Civilbehörden bereits bewogen hat, Fremde nicht mehr zu den öffentlichen Lieferungen zuzulassen. Machen wir daher unsere Geschäfte ohne Lärm und hüten wir uns namentlich, durch Schöpfungen, an welche andere Nationen gar nicht gedacht haben, die Eifersucht des französischen Handelsstandes zu erregen."

Lyon. „Wir sind überzeugt davon, daß die Privatinitiative, zäher in der Verfolgung eines Zweckes, ihr Gelingen am besten durch sich selbst sichert. Wir begegnen täglich Beispielen hiefür in unserer ziemlich umfangreichen Korrespondenz mit Leuten, welche, uns anscheinend um Aufschlüsse ersuchend, uns oft die Beobachtung machen lassen, daß sie in manchen Sachen besser auf dem Laufenden sind, als wir. .... Eine große Zahl von schweizerischen Häusern haben hier Spezialvertreter, und — so nahe der Heimat — vermittelt der Jedermann verfügbare elektrische Draht in wenigen Minuten, was unsern nationalen Handel interessiren kann. In jeder Hinsicht sehen wir weder die Opportunität, noch die Nützlichkeit, im Ausland schweizerische Handelskammern zu errichten, welche, da sie in keiner Weise amtlichen Charakter haben könnten, bloße mehr oder weniger verdächtige Auskunftsbureaux wären, deren Mitgliedschaft von der Mehrzahl unserer im Ausland etablirten Landsleute gemieden würde, da sie darauf angewiesen sind, mit den Behörden des Landes in gutem Einvernehmen zu sein."

Genua. „Wenn man den Zweck und die Befugnisse, welche die schweizerischen Handelskammern im Auslande haben sollten, genau prüft, scheint es gewiß, daß die schweizerischen Handelsleute und Fabrikanten bei der gegenwärtigen Leichtigkeit der Kommunikation sich über die Nachbarländer, wie Italien, alle ihnen nöthigen Aufschlüsse verschaffen können, und zwar genauer und schneller, als dies durch die langsamen Berichte der Handelskammern der Fall sein würde.

„Die im Lande angesessenen Agenten und die alljährlich wenigstens zweimal ganz Italien durchziehenden Reisenden, welche nicht nur die Engros-Geschäfte, sondern auch die unbedeutendsten Detailkrämer besuchen, sind im Falle, ihren schweizerischen Häusern über den Gang der Geschäfte im Allgemeinen, die Möglichkeit und die Konvenienz des Absatzes jedes einzelnen Artikels, über die nationale und ausländische Konkurrenz, über das Neueste, was auf dem Markte erscheint und die Konvenienz der Nachahmung desselben u. s. w. mit richtigem Urtheil zu berichten. Und es ist dies das einzige und sicherste Mittel, dessen sich unsere Fabrikanten von Geweben speziell bedienen müssen, denn heutzutage herrscht ein beständiger und fieberhafter Wetteifer im Erfinden und Produziren immer neuer Dessins und Qualitäten, um sich wechselseitig zu überflügeln.

„Der Geschmack der konsumirenden Bevölkerung ist nicht mehr, wie in frühern Zeiten, für gewisse Orte charakteristisch und sich gleich bleibend; das, was für die Fabrikation bestimmend ist, besteht darin, daß man sich mit immer neuen Erzeugnissen des Geschmackes bemächtigt und diesen an raschen Wechsel gewöhnt. Es wäre für eine schweizerische Handelskammer unmöglich, mit diesem steten Wechsel Schritt zu halten; ihre Berichte würden öfters verspätet eintreffen, und der Fabrikant, welcher sich darauf stützen wollte, könnte, wenn er seine Arbeit fertig gestellt, die Sachen leicht neuerdings verändert finden. Die Errichtung von schweizerischen Handelskammern dürfte möglicherweise für gewisse überseeische Länder geeignet sein, mit denen die Verbindungen weniger häufig und schwieriger sind.

„Auch in Italien spricht man von dem Projekt der Errichtung italienischer Handelskammern in einigen überseeischen Kolonien, aber keine fremde Nation hat bis dahin daran gedacht, das Gleiche in Italien zu thun, und es ist die Meinung aller Derjenigen, welche ich über diese Angelegenheit zu sprechen Gelegenheit hatte, daß eine derartige Institution sich gegenüber den Handelskammern des Landes in einer schiefen und schwierigen Stellung befinden würde, auch den hier niedergelassenen schweizerischen Handelsleuten Schwierigkeiten bereiten könnte, und daß man daher schwerlich Leute fände, die sich dabei zu betheiligen geneigt wären.

„Der schweizerische Kaufmann im Auslande muß nothwendigerweise die gleichen kommerziellen Interessen haben wie das Land, in welchem er lebt, insofern er sich nicht ausschließlich mit dem Import schweizerischer Produkte befaßt, was bei keinem unserer hier etablirten Landsleute der Fall ist. Wollen daher diese unsere Landsleute die Interessen des schweizerischen Handels und der Industrie verfechten, so befinden sie sich häufig mit den Interessen des Landes, in welchem sie ihr Gewerbe ausüben, und welches doch ihre eigenen Interessen sind, im Widerspruch; man müßte daher die Handelskammer aus den kommerziellen Kreisen fremden Elementen zusammensetzen, was eine andere Anomalie sein würde.

„In den letzten 10—12 Jahren, welche einen großartigen Fortschritt in der italienischen Manufaktur bezeichnen, haben viele schweizerische Häuser einen Theil ihrer Fabrikation auf italienisches Gebiet verlegt, und heute sind in Oberitalien zahlreiche Schweizer Besitzer oder Antheilhaber industrieller Firmen, welche augenscheinlich ihre Interessen nicht von denjenigen des Landes trennen können, das ihnen Gastfreundschaft gewährt."

Triest. „Soll sich ein Handel auf die Theorien der Handelskammern stützen, so steht es mit ihm schon schlecht, und unsere Schweizer bedürfen wohl keiner solchen Stütze; denn sie wissen schon selbst die nöthige Thätigkeit zu entfalten ... Beim Handel ist der Privatnutzen das Hauptziel und läßt es sich kaum denken, wie eine im Auslande sich befindende schweizerische Handelskammer dazu beitragen könnte, die Geschäfte der schweizerischen Industriellen und Landwirthe zu heben."

London. „Nach der Schwierigkeit zu urtheilen, welche ich habe, von den Schweizerhäusern Angaben, selbst allgemeiner Natur, über Einfuhr und Konsumation von schweizerischen Artikeln zu erhalten, muß ich annehmen, daß in Folge der Eifersucht, welche in gewissen Branchen vielleicht ihre Berechtigung hat, ein Centrum für die Diskussion von Fragen oder für Auskunftsertheilung keinen reellen Nutzen haben könnte.

„Es ist klar, daß, um eine noch so bescheidene Handelskammer zu bilden, Leute vorhanden sein müssen, deren Zeit nicht allzusehr in Anspruch genommen ist, welche gewohnt sind, kommerzielle Fragen vom allgemeinen Standpunkt und auf statistischer Grundlage zu behandeln. In einer so kleinen Kolonie wie die unsrige aber, wo Kaufleute und Industrielle wenig zahlreich und die große Mehrheit der Schweizer Angestellte verschiedener Art sind, weiß ich wirklich nicht, wie man mit einiger Aussicht auf Erfolg Vereinigungen zum Zwecke der Besprechung kaufmännischer Fragen veranstalten könnte."

Nur wenige Vorschläge oder Anregungen anderer Art betreffend die Vervollkommnung der wirthschaftlichen Interessenvertretung im Auslande sind dem eidg. Handelsdepartement unterbreitet worden. Es sind folgende:

1) Konsulat in Triest. „Das angestrebte Ziel würde meiner Ansicht nach viel gründlicher (als durch Errichtung auswärtiger Handelskammern) erreicht, wenn sich die Handelskammern in der Schweiz über die Hauptabsatzgebiete der Produkte ihres Rayons eingehende Informationen verschaffen und daselbst ständige Korrespondenten bestellen würden, welche sie von den kleinsten auf die sie interessirenden Artikel Einfluß habenden Ereignissen verständigen könnten."

2) Mailand. Schreiben der Firma Rietmann & Pfau an das schweizerische Konsulat: „Wir glauben, daß das beste Mittel, den Wünschen der Bundesversammlung entgegenzukommen, darin bestünde, „Konsularräthe" (Consigli consolari) einzuführen, d. h. in jedem Konsularbezirk für jeden Handels- und Industriezweig zwei Landsleute (wovon einen als Ersatzmann) zu bezeichnen, welche sich alle 2 oder 3 Monate beim Konsul zu versammeln hätten, um Fragen zu erörtern und alle Auskunft zu ertheilen, welche dem Konsul ermöglichen würde, der vaterländischen Behörde einen der Wirklichkeit entsprechenden Bericht über die kommerziellen und industriellen Beziehungen des betreffenden Konsularbezirks mit der Schweiz zu erstatten."

3) Konsulat in Hâvre. „Die Motion Geigy kann nach meinem Dafürhalten lediglich neu entdeckte, noch ungenügend bewirthschaftete oder bekannte Länder betreffen, wo kein Kern von Schweizern existirt, welche im Falle wären, zum Absatz in diesen Ländern geeignete schweizerische Artikel zu beziehen oder Landesprodukte nach der Schweiz zu exportiren. Leider ist es selten, daß wir in solchen Ländern Vertreter haben, da solche gewöhnlich aus Schweizern gewählt werden; wo aber keine Schweizer sind, haben wir deßhalb auch keine Vertreter .... Das einzige Mittel, diesem Uebelstand vorzubeugen, wäre, in solche Länder intelligente kommerzielle Agenten zu senden, welche reichlich zu besolden wären, um sie nicht der Versuchung preiszugeben, die werthvollsten Beobachtungen für sich zu behalten und im gegebenen Augenblick selbst auszunützen."

4) Schweizerische Gesandtschaft in Paris. „Der Ankauf von Musterbüchern und andern, oft sehr kostspieligen Publikationen, namentlich aber der Ankauf von Gewebemustern durch die Bundesbehörde im Verein mit den Kantonen oder den Handels- und Industrievereinen wäre sehr zu empfehlen. Es gibt in Paris Agenten, welche es sich zum Berufe machen, die Magazine zu durchwandern, 5 bis 6 Meter von jedem neuen Stoff zu kaufen (Seidenwaaren, Druckartikel, Buntgewebe, Stickereien, Spitzen etc.), kleine Stücke daraus zu schneiden und die so erhaltenen Musterkollektionen an Fabrikanten zu verkaufen. Diese Sammlungen sind sehr theuer; man zahlt gerne 500 Fr. und noch mehr dafür; ein einzelner Fabrikant riskirt diese Ausgabe nicht leicht und außerdem kann es vorkommen, daß ein Sticker ein Dessinmotiv in einem Buntgewebe oder bedruckten Gewebe findet — und umgekehrt. Wenn der Bund sich auf einige dieser Sammlungen, welche in jeder Saison erneuert werden, abonniren und dieselben in Zürich, Basel, St. Gallen deponiren oder in den hauptsächlichsten Industriegegenden zirkuliren ließe, würde der Industrie für eine verhältnißmäßig kleine Summe höchst wahrscheinlich ein wirklicher Dienst erwiesen. Auf gleiche Weise könnte man besonders theure illustrirte Werke zirkuliren lassen.

„Was die Errichtung von Handels- und Industriemuseen anbetrifft, so erlaube ich mir nur die Bemerkung, daß, wenn man hiebei auf gewöhnliche, landläufige Artikel absehen sollte, ich mir keinen sehr großen Nutzen derselben zu denken vermöchte. Man muß für eine Institution dieser Art über bedeutende, sehr bedeutende Summen verfügen können. Es ist vor einiger Zeit im Hôtel Drouot ein Buch versteigert worden, welches alle Muster von den seit 50 Jahren in Frankreich bedruckten Geweben enthalten haben soll. Herr Crown wollte es im Namen der englischen Gesandtschaft erwerben und hatte den Preis bis auf 20,000 Fr. getrieben, mußte es aber dem Berliner Gewerbemuseum überlassen. Derselbe sagte mir, daß Herr Lee, der größte Drucker der Welt, in seinen Geschäften den Einfluß davon verspüre, daß dieses Buch zur Verfügung der Berliner Zeichner gestellt worden sei. Können wir den Kampf mit so formidabeln Konkurrenten aufnehmen? Wenn ja, so nehme ich keinen Anstand, die Errichtung von Museen dieser Art energisch zu befürworten."

5) Vorort der schweizerischen geographischen Gesellschaften. „Jedenfalls sollte die Thätigkeit der Handelskammern sowohl als der Konsuln durch ein Centralbureau für wissenschaftliche und kommerzielle Mittheilungen unterstützt werden. Dasselbe hätte alle Mittheilungen zu sammeln, und es wäre seine Aufgabe, jedem schweizerischen Kaufmann oder Fabrikanten als Vermittler von Auskunft über allgemeine oder spezielle Fragen betreffend den Handel und Absatz seiner Fabrikate zu dienen.

„Die Mannigfaltigkeit der Fragen, welche an das Centralbureau gerichtet würden, und namentlich der delikate Charakter der Aufschlüsse betreffend die Solvabilität gewisser Personen, würden es kaum gestatten, dem Bureau einen offiziellen Charakter zu verleihen. Es wäre daher angezeigt, dasselbe unter die Auspizien der wissenschaftlichen, industriellen und kommerziellen Gesellschaften zu stellen, welche an der Errichtung desselben in erster Linie interessirt sind. Eine beträchtliche Subvention des Bundes und vielleicht auch der Kantone wäre hiefür aber unerläßlich. Es ist in der That nicht anzunehmen, daß das Bureau sich aus den Gebühren der Auskunft suchenden Personen erhalten könnte, denn es werden die Mittheilungen der Korrespondenten bezahlt werden müssen .... Wir enthalten uns, auf die innere Organisation eines Centralbureaus einzutreten. Vor Allem handelt es sich darum, sich über die Opportunität einer Einrichtung

dieser Art, verbunden mit einer Reorganisation der Konsulate und mit der Gründung von schweizerischen Handelskammern auf den Handelsplätzen ersten Ranges zu verständigen."

Herr Vizekonsul Schinz in St. Petersburg schlägt die Errichtung schweizerischer ***Handelsagenturen*** in Rußland vor und begründet diesen Gedanken wie folgt:

„Aus langjähriger eigener Praxis die russischen Handelsverhältnisse gründlich kennend, halte ich es nicht für praktisch, in Rußland Handelskammern nach dem Muster bestehender Institute dieser Art zu gründen, sondern ich möchte an deren Stelle praktisch eingerichtete schweizerische Handelsagenturen sehen.

Was für große industrielle Länder, wie England, Deutschland oder Frankreich, nicht gut ginge, wäre für die kleine Schweiz viel leichter auszuführen, da hier der Gemeinsinn größer ist und die Interessen leichter zu vereinigen sind, als in großen Ländern.

Bevor ich jedoch daran gehe, positivere Vorschläge zu machen, will ich die Verhältnisse des Importes nach Rußland, wie sie gegenwärtig existiren, kurz beleuchten.

Das große, weite Rußland war bisher und wird, wenn die Sache richtig und energisch an die Hand genommen wird, gewiß auch fernerhin ein bedeutendes Absatzgebiet vieler schweizerischer Industrieprodukte sein und bleiben.

Leider ist das Geschäft mit Rußland aus verschiedenen Gründen ein viel schwierigeres als mit dem übrigen Europa, jo selbst als mit vielen überseeischen Ländern. Geschäftsreisen nach und in Rußland sind außerordentlich langwierig und sehr kostspielig. Die Sprachschwierigkeiten machen in den meisten Fällen den direkten Verkehr zwischen dem Fabrikanten oder dessen Reisenden und dem Kunden unmöglich. — Bedient sich nun ein solcher Reisender der in den Gasthöfen vorhandenen Lohndiener als Dolmetscher bei den Kunden, so kommen gewöhnlich allerlei Mißverständnisse, von übelwollenden Kunden natürlich auch beabsichtigte, dabei heraus. Der Fabrikant muß sich nachher, aus allerlei Gründen, die verschiedensten Abzüge, Zielverlängerungen, „zur Verfügungstellung" etc. gefallen lassen, wenn er es nicht, was leider auch recht oft vorkommt, geradezu mit Gaunern zu thun gehabt hat.

Hat der Fabrikant in St. Petersburg und in Moskau Agenten, die für ihn Bestellungen aufnehmen, welche die Ablieferungen und das Inhasso besorgen, so ist das, wenn er einen wirklich ehrlichen, angesessenen Agenten findet, natürlich besser; leider sind aber solche Agenten und Vertreter recht selten hier zu Lande. Das Leben und der nöthige Aufwand kosten hier viel mehr als im Auslande; mit einer, wenn auch guten Vertretung, verdient der Agent gewöhnlich nicht genug für seine immer größer werdenden Bedürfnisse; er fängt an, Geschäfte auch für eigene Rechnung zu machen, glückt es, so ist es gut; geht es aber schief, so verliert eben auch das betreffende Haus oft das demselben anvertraute Gut. Selbst wirklich ehrliche und anständige Agenten verursachen oft ihren Häusern recht empfindliche Verluste. Ein Agent, der für seine Provision arbeitet, sucht natürlich so viel als möglich Aufträge zu bekommen, oder so viel als möglich von den ihm anvertrauten Konsignationswaaren zu verkaufen, und ist, da er dabei gewöhnlich nur seine Provision einbüßen kann, oft nicht vorsichtig genug.

Ist er so vorsichtig und gewissenhaft als möglich, so ist es bei den russischen sehr unzulänglichen Handelsgesetzen und dem ruinösen Rechtsverfahren auch dem musterhaftesten Agenten nicht immer möglich, alle Verluste zu vermeiden.

Außer Informationen bei zufälligen Bekannten, bei Konkurrenten der betreffenden Branche, bei bedeutenden Firmen, allenfalls bei einer Bank, mit welcher man selbst in Verbindung steht, ist es hier zu Lande außerordentlich schwierig, etwas Positives über die wirklichen Vermögensverhältnisse einer Firma zu erfahren. Auch an den Börsen hält man hier oft Jahre lang eine Firma für Prima und mit großem Betriebskapitale versehen, bis sie eines schönen Tages die Bude schließt und es sich herausstellt, daß sie von Anfang bis zu Ende nur auf Schwindel basirt war. Es gibt in Rußland noch keine soliden Informationsbureaux wie im Auslande, und es schöpfen die ausländischen Bureaux dieser Art ihre Referenzen in den meisten Fällen aus ganz unzuverläßiger Quelle.

Während meiner sechsjährigen Thätigkeit im Konsulate habe ich schon so viele traurige Erfahrungen über solche Fälle gemacht, daß ich ganze Bücher darüber schreiben könnte. Es ist geradezu haarsträubend, mit welcher Vertrauensseligkeit so viele unserer Schweizerindustriellen und Kaufleute ihre Waaren nach Rußland schicken, ohne sich vorher genau über die Besteller an gewissenhafter, zuverläßiger Stelle informirt zu haben. Jahr für Jahr habe ich auf diese Weise große Summen verloren gehen sehen, und es ist uns trotz der besten Advokaten und aller eigenen Energie selten gelungen, viel davon zu retten.

Gewöhnlich wenden sich die Geprellten eben erst an uns, wenn sie hereingefallen sind, und dann ist es gewöhnlich zu spät.

Das russische Gerichtsverfahren gegen Schuldner, die nicht zahlen wollen, ist eben noch außerordentlich mangelhaft; man sagt, es sollen dafür neue Gesetze ausgearbeitet werden; wann dieselben aber zur Ausführung kommen werden, weiß Niemand; es können nach jahre darüber hingehen.

Um nun die schweizerischen Industriellen und Exporteure, die bereits einen Absatz in Rußland gefunden haben, möglichst gegen Schaden zu schützen, und um den Andern, welche nicht wie jene die Mittel besitzen, durch Reisen und solide Agenturen sich in Rußland einen sichern Absatz zu verschaffen, dennoch ein sicheres Geschäft zu ermöglichen, würde ich vorschlagen, in Rußland eine Art schweizerische Handelsagentur unter direkter Leitung und Kontrole des eidgenössischen Handelsdepartements zu gründen.

Ein solches Institut, wie ich es im Geiste vor mir sehe, würde der Schweiz entschieden enormen Vortheil bringen, den dortigen Fabrikanten und Exportfirmen jährlich sehr bedeutende Summen, die bisher immer verloren gingen, erhalten und den Absatz schweizerischer Artikel in Rußland vielfach vermehren und auf eine gesunde, reelle Basis stellen.

Wie ich auf unserer diesjährigen Landesausstellung in Zürich gesehen habe, ließen sich gewiß noch sehr viele Fabrikate und Produkte in Rußland absetzen, wenn die Sache richtig angefangen würde. Viele Fabrikate sind hier noch fast gar nicht bekannt oder werden aus andern Ländern bezogen. Wie sollen aber solche Artikel an den russischen Konsumenten heran gelangen? Das Annonciren in den Zeitungen zieht hier zu Lande noch sehr wenig; die Kaufleute sind meistens sehr konservativ und beziehen ihre Waaren von da, wo sie ihr Großvater bezogen hat, oder lassen sich allein von den ersten, großen Handelscentren beeinflussen. Auf Zeichnungen, Prospekte, Preiscourants läßt sich der Russe nicht ernstlich ein; er ist mißtrauisch; er will die Waare sehen und befühlen, sonst kauft oder bestellt er sie nicht.

Um nun allen den oben angeführten Uebelständen abzuhelfen und den Absatz schweizerischer Landesprodukte in Rußland so viel als möglich zu heben, sowie die bereits bestehenden Handelsbeziehungen zu sichern, würde ich folgende Vorschläge machen:

Unter Leitung einer durchaus zuverläßigen, mit Rußland und den russischen Verhältnissen möglichst lange vertrauten und zugleich einflußreichen Persönlichkeit würden vom Bunde aus in St. Petersburg und in Moskau schweizerische Handelsagenturen errichtet. Diesen Handelsagenturen würden aus der Schweiz für die Hauptbranchen tüchtige Spezialisten als Kommis zukommandirt; es hätten dieselben ungefähr folgendes Programm:

1) Dieselben besorgen den schweizerischen Exporteuren die Deklarirung, Verzollung und Ablieferung der ankommenden Waaren. Dieselben geben den Absendern vorher genaue Instruktionen über alle Formalitäten, die bei der Verpackung, Deklaration und Verfrachtung nöthig sind, um alle Strafen zu vermeiden und den bestehenden Gesetzen voll zu genügen.
2) Inkasso.
3) Im Falle die Kunden in russischer Valuta baar bezahlen, so beschaffen die Agenturen dafür Franken und remittiren dieselben.
4) Zahlen die Kunden russische Valuta in Wechseln auf Ziel, so besorgen die Agenturen auf Wunsch die Diskontirung derselben und remittiren für den Erlös Franken.
5) Die Agenturen besorgen überhaupt alle möglichen Bankoperationen zwischen der Schweiz und den russischen Haupthandelsplätzen.
6) Die Agenturen dienen als direkte Vermittler zwischen den Produzenten in der Schweiz und den Konsumenten in Rußland. Sie besorgen Uebersetzungen, die Herausgabe und das Versenden von Prospekten, Katalogen, Waarenmustern etc. an die für solid bekannte Kundschaft.
7) Die Agenturen übernehmen alle solchen Waaren schweizerischer Fabrikation und Produktion auf Konsignationslager, von denen die Direktion überzeugt ist, daß dieselben in Rußland leicht Absatz finden.
8) Um den schweizerischen Fabrikanten ein solches Geschäft mit Konsignationslagern zu erleichtern, könnten vielleicht von den Agenturen Quittungen, in der Form von „Warrants", für einen gewissen Bruchtheil des faktischen Waarenwerthes ausgegeben werden, welche von den Besitzern in vielen Fällen als Zahlungsmittel, Unterpfand oder Kaution verwendet werden könnten. Die Einlösung derselben, nach Eingang der Gegenwerthe, könnte durch ein Bankhaus in Bern oder Zürich geschehen, durch welches überhaupt alle Finanz- und Bankoperationen gemacht würden.
9) Von weniger gangbaren Artikeln und solchen, die gewöhnlich nach Muster und auf Bestellung hin verkauft werden, führt die Agentur wohl ausgestattete Musterkollektionen in der Form einer permanenten Ausstellung.
10) Die Agenturen übernehmen die Führung etwa entstehender oder schon schwebender Prozesse zwischen Fabrikanten und Kundschaft durch eigene, bewährte Advokaten.

Die Unkosten dieser Agenturen, d. h. die Gehalte und Gratifikationen der Beamten, die Lokalmiethen, Handelsabgaben etc., würden von denjenigen Fabrikanten, welche die Agenturen benützen, im Verhältnisse des für dieselben erzielten Umsatzes zu bezahlen sein. Wenn der Bund die ersten Einrichtungskosten auf sich nähme, so könnten sich diese Agenturen durch den Bezug von Provisionen und Kommissionen, welche auf keinen Fall höher zu stehen kämen, als was die Fabrikanten bisher an ihre Agenten und Kommissionäre bezahlt haben, bald selbst erhalten, ohne das Budget des Bundes weiter zu belasten. Ein jährlicher Umsatz von 3 Millionen Franken, der durch 2 Handelsagenturen (Moskau und Petersburg) wohl sehr leicht zu erzielen wäre, würde schon genügen, um die sämmtlichen Unkosten zu decken. Je größer der Umsatz würde, desto kleiner würde die von den Fabrikanten zu bezahlende Kommission oder Provision sein. Die Agenturen müßten helle, geräumige Lokalitäten besitzen, um permanente Ausstellungen schweizerischer Produkte und Fabrikate zu veranstalten, und auch von solchen Artikeln, welche öfteren und regen Absatz in Rußland bereits besitzen, müßten in dazu passenden Räumlichkeiten Lagervorräthe vorhanden sein. Durch ein solches Zusammengehen der schweizerischen Industriellen und Exporteure würde auch eine Hauptschwierigkeit, die so theure Einzelfracht, in sehr vielen Fällen durch Befrachtung von Sammelwaggons gehoben werden können. Viele Artikel könnten dann denjenigen anderer Länder, die besser gelegen sind, besser Konkurrenz machen als bisher.

Konventionen mit deutschen, respektive österreichischen Bahnen für billigere Durchfrachten nach Rußland müßten dann vom Bunde aus angebahnt werden.

Kein anderer Staat hatte bisher in Rußland Handelskammern, und es besitzt auch Rußland im Auslande nichts Derartiges.

Die Großstaaten thun alles Mögliche, um ihren Industriellen den Export nach Rußland auf jede Weise zu erleichtern. — Heute ist bei der allgemeinen Muthlosigkeit auch in Rußland das Geschäft stiller als früher; immerhin ist Rußland bei seiner Größe und seinem großen natürlichen Reichthum für den schweizerischen Handel und die schweizerische Industrie ein Land von hoher Wichtigkeit. Ich glaube nicht, daß ein Unternehmen, wie ich es oben flüchtig skizzirt habe, bei der russischen Regierung auf Widerstand stoßen würde, besonders wenn die Agenturen auch in ihr Programm aufnehmen würden, russische Produkte nach der Schweiz zu exportiren. Außer Getreide gibt es viele russische Landes- und einige Industrieprodukte, die, wenn direkt, ohne Zwischenhändler, nach der Schweiz gebracht, gewiß sehr leicht und für beide Theile vortheilhaft abzusetzen wären. Ein solcher gegenseitiger, freundlicher Austausch der Landes- und Industrieprodukte wäre natürlich für beide Länder nur vortheilhaft."

Chambre suisse du commerce. Le Département fédéral du commerce et l'Union suisse du commerce et de l'industrie se sont mis d'accord pour publier, sous certaines réserves, dans la Feuille officielle suisse du commerce, les communications qui seraient faites par l'Union sur les délibérations et sur les décisions de ses organes. C'est en vertu de cet arrangement que le *Vorort* nous transmet le „communiqué" suivant sur les délibérations de la chambre suisse du commerce dans sa séance du 28 février dernier:

„La chambre de commerce, après avoir donné son approbation aux communications qui lui furent faites par le Vorort sur la marche des affaires de l'Union, adopta la proposition tendant à une transformation du „Rapport annuel sur le commerce et l'industrie de la Suisse", puis passa à une discussion approfondie du projet de *révision de la loi sur les taxes postales*. Elle décida ensuite de se prononcer par un mémoire adressé à la haute Assemblée fédérale, en faveur du maintien du rayon local pour les lettres et contre l'introduction de l'obligation de déclarer la valeur des envois. En ce qui concerne les autres points de la révision projetée qui toucheraient au commerce ou à l'industrie, la chambre de commerce se range aux propositions développées dans le message du Conseil fédéral. C'est dans l'assemblée des délégués des sections de l'Union qui doit avoir lieu vers fin avril prochain, que sera discutée la question de la représentation des intérêts économiques et commerciaux de la Suisse à l'étranger."

Handelspolitisches, Handelsverträge, Handelsgesetzgebung. Seit unserer letzten Berichterstattung über die französisch-österreichische Handelskonvention (Nr. 17 d. Bl.) ist die Zustimmung des österreichischen Herrenhauses und der französischen Deputirtenkammer erfolgt. Im französischen Senat wurde die Konvention erst letzten Freitag zur Diskussion eingebracht. Mittlerweile haben die Regierungen in Voraussicht der baldigen Ratifikation das bisherige Zollregime verlängert.

Die Bestimmung der Uebereinkunft (Art. 4), welche auf die Vieheinfuhr Bezug hat, stieß in der französischen Deputirtenkammer auf starke Opposition, indem dieser Artikel die französische Regierung in der Ausübung der Befugniß, die Einfuhr von Vieh aus Oesterreich von heute auf morgen zu untersagen, insoweit hemmt, als in Zukunft vorerst diplomatische Noten zu tauschen sein werden, bevor die Einfuhr von Schafen verboten werden kann. Von Beginn des Notenaustausches an bis zum Schluß desselben — sagen die Gegner — kann leicht eine Viehseuche eingeschleppt werden. Entscheidender aber als diese Bedenken war die Gewißheit, daß bei Ablehnung der Uebereinkunft die französische Seide künftig in Oesterreich anstatt 500 Fr. pro 100 kg 1300 Fr. Zoll, Wollengewebe anstatt 125 Fr. 175 Fr. zu entrichten hätten.

Der bekannten Bill Morrison stellen einige Mitglieder des Budget- oder Finanzausschusses des Repräsentantenhauses der Vereinigten Staaten von Nordamerika den Antrag gegenüber, alle von Morrison unter die zollfreien Artikel gereihten Waaren, Salze, Kohlen und Bauholz ausgenommen, unter die mit einer Zollreduktion von 20 % bedachten zu klassifiziren.

Bei Anlaß der Berathung des Budgets für das italienische Ackerbau- und Handelsministerium befürwortete ein Deputirter, unter Hinweis auf die unbefriedigendeu Verhältnisse der Seidenspinnerei- und Zwirnerei in Italien die staatliche Unterstützung des in der Entstehung begriffenen Mailänder-Seidenkonsortiums (s. Konsulatsbericht von Mailand in Nr. 19 d. Bl.). Ebenso wurde dem Minister die Gründung von Kunstgewerbemuseen in Verbindung mit Kunstgewerbeschulen, sowie die Förderung der gewerblichen Bildung in Italien überhaupt empfohlen. Der Minister gab die Erklärung ab, daß er dieser Wünsche gedenken werde.

Ein schwedisches Gesetz, das am 1. Januar d. J. in Kraft getreten, belegt die auf schwedische Plätze gezogenen Tratten in fremder Valuta über 135 Fr. mit einer Stempelabgabe und zwar von 50 Oere (Fr. —. 70) bei einem Betrage von 136 bis 1385 Fr., von 1 Krone (100 Oere) bei höhern Beträgen.

Behufs Erneuerung der Ende dieses Jahres ablaufenden lateinischen Münzkonvention sind französischerseits bereits Pourparlers eingeleitet.

Der in diesem Blatte schon früher erwähnte, zwischen England und Portugal abgeschlossene sog. Kongovertrag bestimmt des Nähern, daß sowohl das portugiesische Kongogebiet als die Kongo- und Zambesigewässer dem Handel aller Nationen geöffnet sein sollen.

Politique commerciale, traités de commerce, législation commerciale. Depuis nos dernières communications concernant la convention de commerce FRANCO-AUTRICHIENNE (n° 17 de cette feuille), cette dernière a été adoptée par la chambre des seigneurs autrichienne et la chambre des députés française. Le sénat français s'en est occupé vendredi dernier. En prévision de sa ratification prochaine, les deux gouvernements ont prolongé le régime douanier actuel.

L'article 4 de la convention, relatif à l'importation du bétail, a rencontré une forte opposition dans la chambre française, vu qu'il gène le gouvernement français dans l'exercice de son droit d'interdire d'un jour à l'autre l'importation du bétail venant d'Autriche: cet article suppose en effet un échange de notes diplomatiques avant que l'importation des moutons puisse être interdite. Les opposants disaient qu'une épizootie pouvait facilement être introduite en France depuis le jour où l'échange de notes commencera jusqu'à celui où il prendra fin. La certitude, toutefois, que la non-ratification de la convention entraînerait pour les soies françaises importées en Autriche un droit de 1300 fr. au lieu de 500 fr., et pour les tissus de laine un droit de 175 fr. au lieu de 125 fr., cette certitude, disons-nous, l'emporta sur tous les autres scrupules et détermina l'adoption de la convention.

Quelques membres de la commission du budget ou des finances de la chambre des représentants des ETATS-UNIS opposent au bill Morrison une proposition tendant à réduire de 20 % seulement les droits sur les marchandises classées par M. Morrison parmi les articles pouvant être importés en franchise; sont exceptés toutefois les sels, les charbons et le bois de construction.

Lors de la discussion du budget du ministère de l'agriculture et du commerce de l'ITALIE, un député, se basant sur les conditions précaires où se trouvent la filature et le retordage de soie dans ce pays, a recommandé d'accorder l'appui de l'Etat à l'association sericicole de Milan, actuellement en voie de formation (voir le rapport consulaire de Milan dans le n° 19 de cette feuille). On a aussi recommandé au ministre de créer des musées des arts industriels, en corrélation avec des écoles où l'on enseignerait les arts appliqués à l'industrie, ainsi que d'encourager en général l'instruction professionnelle en Italie. Le ministre déclara prendre note des désirs exprimés.

Une loi SUÉDOISE, entrée en vigueur le 1er janvier de cette année, frappe les traites fournies en monnaies étrangères sur la Suède, et dépassant la somme de 135 fr., d'un droit de timbre s'élevant à 50 oere (fr. 0.70) pour des sommes allant de 136 à 1385 fr., et d'une couronne (100 oere) pour des sommes supérieures.

La France a ouvert des pourparlers pour le renouvellement de la CONVENTION MONÉTAIRE LATINE qui expire à la fin de cette année.

Le traité intervenu entre l'Angleterre et le Portugal, dit TRAITÉ DU CONGO, contient entre autres la disposition que le territoire portugais situé sur ce fleuve, ainsi que les eaux du Congo et du Zambèze, doivent être ouverts au commerce de *toutes* les nations.

Chambres de commerce à l'étranger. Des chambres de commerce *françaises* existent depuis longtemps à Lima, à Montevideo et à la Nouvelle-Orléans; il vient d'en être fondé une à Londres. Par un décret promulgé le 17 mai 1883, une commission de 19 membres a été instituée dans le but d'examiner la question de l'établissement d'un *système* complet pour l'érection d'institutions de ce genre. Dans 17 districts consulaires les colonies françaises respectives se sont déclarées prêtes à fonder des chambres de commerce, ce sont entre autres: Alexandrie, Barcelone, Bilbao, Buenos-Ayres, Charleroi, Constantinople, Londres, Manchester, Mexico, Milan, Moscou, Santander, Tampico, Turin, etc., d'autres colonies ont offert d'appuyer les consuls de leur expérience «pour témoigner de leur bonne volonté»; à cet effet elles constitueraient une sorte de syndicat sous la présidence du consul.

Une chambre de commerce *anglaise* existe à Paris depuis 1873, toutefois sans revêtir aucun caractère officiel; elle ne doit au contraire son existence qu'à l'initiative de négociants anglais établis à Paris et c'est grâce à leur appui qu'elle subsiste.

L'Autriche-Hongrie a fondé en 1874 une «chambre de commerce et d'industrie» à Constantinople.

Une commission s'occupe actuellement en *Italie* de l'étude d'un système de chambres de commerce italiennes à ériger à l'étranger, et il est probable, d'après le résultat de l'enquête à laquelle elle s'est livrée, que l'on installera une chambre de commerce italienne à Alexandrie d'Egypte tout au moins, pour commencer, car c'est la colonie italienne de cette ville qui témoigne de la meilleure volonté en faveur d'une création de ce genre.

Seidenindustrie in Ungarn. Das «Deutsche Handelsarchiv» (Märzheft) enthält folgende Korrespondenz aus Budapest: «Die Anstrengungen, welche in den letzten vier Jahren gemacht wurden, um die Seidenindustrie in Ungarn einzubürgern, scheinen von Erfolg begleitet zu werden. Die Zahl der Personen, welche sich mit der Zucht von Seidenraupen befassen, betrug im letzten Jahre in 463 Gemeinden 6261, und es wurden in diesem Jahre (1883) 72,142 kg Seidenpuppen im Werthe von 78,185 Gulden erzielt, während die Produktion im Jahre 1882 nur 24,245 kg und 1879 nicht mehr als 2507 kg betrug. Die Seidenzucht, welche, zumal die Anpflanzung von Maulbeerbäumen nur mit geringen Kosten verbunden ist, auch in einzelnen Theilen Deutschland's einer größeren Entwickelung fähig sein möchte, hat sich namentlich als ein einträglicher Nebenerwerb für die kleine Landwirthschaft gezeigt, indem die bei derselben erforderliche, ziemlich mühelose Arbeit von älteren Personen und Kindern besorgt worden ist und somit sonst kaum verwerthbare Arbeitskräfte hierbei einträglich verwendet worden sind.

«Die Cocons werden hier im Lande selbst abgesponnen. Das Ergebniß an reiner Seide betrug im letzten Jahre 5000 bis 6000 kg, wovon 2600 kg in Lyon und zwar zu einem um etwa 5 Franken pro Kilogramm höheren Preise als italienische Seide verkauft wurden. Von besonderer Bedeutung für den Seidenbau verspricht die in Pancsova errichtete Seidenspinnerei zu werden, welche, Anfangs als Versuchsstation angelegt, jetzt bereits 60 Haspeln zählt und im Jahre 1881 2600 kg Seide mit einem Nettogewinn von 3 Gulden pro Kilogramm erzeugt haben soll.»

Die Zahl der Handelsregisterbureaux in der **Schweiz** beträgt seit 1. Januar 1884 113.

Belgien besitzt im Ausland ca. 500 diplomatische Agentschaften, die Schweiz 91.

Ausfuhr aus dem Konsularkreis Horgen nach den Vereinigten Staaten von Nordamerika in den Monaten Januar und Februar 1884 (1883).

Exportation du district consulaire de Horgen pour les Etats-Unis de l'Amérique du Nord, en janvier et février 1884 (1883).

	1884	1883	
Seide und Seidenwaaren [1])	Fr. 2'926,223	Fr. 3'135,666 [1])	soie et soieries
Verschiedenes [2])	„ 148,519	„ 60,716 [2])	divers
Total	Fr. 3'074,742	Fr. 3'196,382	
Diff. 1884	„ — 121,640		

[1]) Wovon Beuteltuch für . . Fr. 26,736
[2]) „ Artikel f. den kath. Kultus . . . . . „ 45,848
Branntwein für . . . . „ 1,646

[1]) dont étamine pour . . . fr. 26,736
[2]) „ articles destinés au culte catholique pour . . . . „ 45,848
eau-de-vie pour . . . . . „ 1,646

Ausfuhr aus dem Konsularkreis St. Gallen nach den Ver. Staaten von Nordamerika im Januar 1884 (1880—1883).

Exportation du district consulaire de St-Gall pour les Etats-Unis de l'Amérique du Nord, en janvier 1884 (1880—1883).

Artikel		Januar-*janvier* 1884	Januar — *janvier* 1883	1882	1881	1880	Articles	
Stickereien	Mechanische Stickereien auf weiß und farbig Grund	3'012,438. 03	3'813,024. 16	2'117,020. 45	1 862,473. 46	2'087,094. 33	Broderie mécanique sur fond blanc ou de couleur	Broderies
	Grobstickerei, Vorhänge etc.	132,090. 94	77,623. —	82,399. 58	55,224. 35	92,619. 93	Broderie ordinaire, rideaux, etc.	
	Taschentücher, farbige Schleifen und andere Modeartikel	402,640. 47	619,154. —	143,493. 66	192,156. 10	11,302. 85	Mouchoirs de poche, nœuds de couleur et autres articles de mode	
Baumwollwaaren	Gewobene Baumwollwaaren	39,490. 56	180,197. —	94,748. 05	71,370. 40	36,331. 55	Tissus de coton	Cotonnades
	Halbleinene Gewebe und Kleiderstoffe (dress goods)	—	—	—	—	24,861. 75	Tissus mi-fil; articles pour robes (dress goods)	
	Toggenburger Artikel	17,970. 29	2,709. —	13,346. 90	1,387. 90	54,526. 35	Articles du Toggenburg	
	Stückwaaren Glatte Mousseline	15,002. 13	17,464. —	53,892. 57	20,086. 75	—	Mousseline unie (*articles à la pièce*)	
	Stückwaaren Broch. Mousseline mit Plattstich	124,654. 31	244,541. —	278,642. 90	158,150. 75	142,021. 10	Mousseline brochée et à broderie plate (*articles à la pièce*)	
Seidenwaaren	Stückwaaren, inkl. Beuteltuch	37,691. 40	41,280. —	16,180. 20	50,115. 10	77,405. 80	Articles à la pièce, y compris étamine	Soieries
	Bänder	—	4,582. —	7,275. 75	14,386. 70	17,646. 55	Rubans de soie	
	Gestickte Artikel f. Frauenkleider, auf Kaschmir und Seide	106. 20	220,579. —	17,686. 73	5,586. 75	35,790. 75	Broderies sur cachemire ou soie pour vêtements de femme	
Verschiedenes	Eisengarnwaaren	—	6,576. —	4,060. 14	2,331. —	3,168. 90	Articles de fil glacé	Divers
	Eßwaaren, inklusive kondensirte Milch	68. —	—	—	—	4,432. —	Comestibles, y compris le lait condensé	
	Allerlei, inbegr. Stickmaschinen	3,432. 45	305. —	22,866. 22	8,920. 80	4,430. —	Divers, y compris machines à broder	
		3'785,584. 78	5'228,034. 16	2'851,613. 15	2'442,190. 06	2'591,631. 86		
	Diff. 1883/84 —	1'442,449. 38						

Buchdruckerei JENT & REINERT (Exp. des *Schweiz. Handelsamtsblattes*) in Bern — Imprimerie JENT & REINERT (Expédition de la *Feuille officielle suisse du commerce*) à Berne

Supplement zu № 20. II. Jahrgang 1884 IIme année. Supplément au № 20

Schweizerisches Handelsamtsblatt

Feuille officielle suisse du commerce — Foglio ufficiale svizzero di commercio

Bern, 11 März — Berne, le 11 Mars — Berna, li 11 Marzo

Publikationsorgan der eidgenössischen Departemente für Finanzen, Zoll und Handel

Organe de publicité des Départements fédéraux des Finances, des Péages et du Commerce

Organo di Pubblicità dei Dipartimenti federali per le Finanze, i Dazi ed il Commercio

Jährlicher Abonnementspreis Fr. 5. — Abonnemente nehmen alle Postämter sowie die Expedition des *Schweiz. Handelsamtsblattes* in Bern entgegen.
Abonnement annuel Fr. 5. — On s'abonne auprès des bureaux de poste et à l'expédition de la *Feuille officielle suisse du commerce* à Berne.
Prezzo delle associazioni Fr. 5. — Associazioni presso gli uffizi postali ed alla spedizione del *Foglio ufficiale svizzero di commercio* a Berna.

Amtlicher Theil. — Partie officielle. — Parte ufficiale.

Bekanntmachungen nach Maassgabe des schweizerischen Obligationenrechtes.
Publications prévues par le Code fédéral des obligations.

Handelsregistereinträge — Inscriptions au Registre du Commerce — Iscrizioni nel Registro di Commercio

I. Hauptregister — I. Registre principal — I. Registro principale

Kanton Zürich — Canton de Zurich — Cantone di Zurigo

1884. 3. März. Unter der Firma **Allgemeine Schweizerische Handelsgesellschaft** hat sich eine *Genossenschaft* gebildet zum Zwecke, die Kaufmannswaaren, wie Kolonial-, Manufakturwaaren u. s. w. direkt aus den ersten Quellen zu beziehen und einschließlich Fracht, Zoll, Provision für Verwaltungskosten und dergleichen, zu den Originalpreisen ihren Mitgliedern abzuliefern und überhaupt thunlichst das Handelsinteresse derselben nach Kräften zu fördern. Sitz der Gesellschaft ist das Domizil des jeweiligen Direktors. Mitglied der Genossenschaft kann in der Regel jeder schweizerische Kaufmann (Detaillist) werden, in dessen Ortschaft und deren Umkreis bis auf 1—1½ Stunden Entfernung nicht bereits ein Mitglied ist. Ueber die Aufnahme entscheidet die Generalversammlung. Der Austritt aus der Genossenschaft erfolgt durch schriftliche rekommandirte Erklärung an den Verwaltungsrath mindestens sechs Monate vor dem Schluß eins Geschäftsjahres. Jedes Mitglied hat je nach der muthmaßlichen Höhe seines Waarenbezuges zum Voraus eine Baareinzahlung an das von der Generalversammlung bezeichnete Bankinstitut, im Minimum fünfhundert Franken, zu leisten und nachher im Verhältniß des Waarenbezuges fortzusetzen. Die Organe der Genossenschaft sind: Die Generalversammlung, ein Verwaltungsrath, ein Aufsichtsrath. Der Verwaltungsrath vertritt die Genossenschaft im Verkehr mit Dritten und vor Gericht. Der Präsident (Direktor) oder Vizepräsident und ein weiteres Mitglied desselben führen kollektiv die Firmaunterschrift, Präsident ist: Jakob Hofer von Brittnau, Kt. Aargau, wohnhaft in Freienstein; Vizepräsidenten sind: Jakob Trottmann von und in Muri, Kanton Aargau, und Christian Zürcher von Trub, Kt. Bern, wohnhaft in Albligen; weitere Mitglieder des Verwaltungsrathes sind: Jakob Baur-Schärer von und in Rafz; Niklaus Glinz von Muttenz, wohnhaft in Liestal; Wilhelm Grütter von und in Olten, und Karl Wiss von und in Baden, Kt. Aargau. Cheks müssen vom Präsidenten des Aufsichtsrathes, gegenwärtig Karl Irlet von und in Twann, Kt. Bern, contrasignirt sein. Die Genossenschaft bezweckt keinen Gewinn; für die Verbindlichkeiten derselben haftet nur das Genossenschaftsvermögen.

3. März. Die Kommanditgesellschaft **Töndury & Cie** in Zürich hat sich am 1. März aufgelöst.

4. März. Die unter der Firma **E. Schweizer** in Zürich bisher bestandene Kollektivgesellschaft hat sich aufgelöst. Alleiniger Inhaber dieser Firma ist von nun an Eduard Schweizer, Sohn, von und in Zürich. Natur des Geschäftes: Magazin für Küchengeräthe und Mineralwasserfabrikation. Geschäftslokal: Limmatquai 44.

4. März. Die Firma **Robert Kürner** in Zürich ist in Folge Verzichtes des Inhabers erloschen.

4. März. Inhaber der Firma **Eug. Leemann** in Zürich ist Eugen Leemann von Stäfa, wohnhaft in Riesbach. Natur des Geschäftes: Kommission in Seidenwaaren. Geschäftslokal: Mühlebachstraße 76.

5. März. Die Firma **Wilhelm Schaufelberger** in Winterthur ist in Folge Verzichtes des Inhabers erloschen.

5. März. Inhaberin der Firma **Ch. Walker-Berger** in Unterstraß ist Magdalena Charlotte Walker geb. Berger von Pfrondorf, O. A. Tübingen (Württemberg), wohnhaft in Außersihl. Natur des Geschäftes: Holz- und Kohlenhandlung. — Die Firma ertheilt *Prokura* an Joseph Walker von Pfrondorf.

6. März. Die Firma *Rosa & Compagni* in Zürich ist erloschen und cedirt ihr bisher bestandenes Geschäft dem Leopold Paternolli von Venedig, wohnhaft in Zürich, als Inhaber der Firma **L. Paternolli** in Zürich, welche Aktiva und Passiva der erloschenen Firma Rosa & Compagni in Zürich übernimmt. Natur des Geschäftes: Kommission, Spedition und Transit. Geschäftslokal: Schützengasse 21.

6. März. Johannes Ehrensperger von Dachsen, wohnhaft in Zürich, und Karl Eschmann von Kilchberg, wohnhaft in Riesbach, haben unter der Firma **Ehrensperger & Eschmann** in Zürich eine Kollektivgesellschaft eingegangen, welche am 1. März 1884 ihren Anfang nahm. Natur des Geschäftes: Rechtsagentur. Geschäftslokal: Bahnhofstraße 35.

Kanton Bern — Canton de Berne — Cantone di Berna

Bureau Bern.

1884. 5. März. Ernst Kuhn von Bern, wohnhaft in Biel, und Hermann Rüegg von Göppingen (Württemberg), wohnhaft in Bern, haben unter der Firma **Kuhn & Rüegg** in Bern eine Kollektivgesellschaft eingegangen, welche mit dem 1. Februar 1884 begonnen hat. Natur des Geschäftes: Papier- und Bureaumaterialienhandlung. Geschäftslokal: Plainpied des Hypothekarkassegebäudes.

5. März. Die Firma **Aktienspinnerei Felsenau** ertheilt *Prokura* an Egmont Kern-Werder, chef de bureau de la filature Felsenau.

5. März. Inhaber der Firma **B. Goldbaum, Berner-Kleidermagazin** in Bern ist Baruch Goldbaum von Nordamerika, wohnhaft in Zürich. Natur des Geschäftes: Herren- und Knabenkleider. Geschäftslokal: Kramgasse 51.

6. März. Unter dem Namen **Verein der Primarlehrerschaft der Stadt Bern, zur Erleichterung der Stellvertretung in Krankheitsfällen,** besteht in der Stadt Bern ein *Verein*, welcher zum Zwecke hat, den Lehrern und Lehrerinnen, welche durch Krankheit an der Ausübung ihres Berufes verhindert werden, die dadurch entstehenden Stellvertretungskosten zu erleichtern. Die Vereinsstatuten sind am 15. Dezember 1883 festgestellt worden. Mitglied des Vereins ist jede der stadtbernischen Primarlehrerschaft angehörende Person, welche ein Eintrittsgeld von Fr. 5 und ein jährliches Unterhaltungsgeld von Fr. 8 an die Vereinskasse entrichtet, nachdem sie ein schriftliches Gesuch dem Vorstande eingereicht hat. Der Verein wird von einem Vorstande von 5 Mitgliedern geleitet, welcher alljährlich in der ordentlichen Hauptversammlung in geheimer Abstimmung neu gewählt wird. Zur Hauptversammlung wird durch gedruckte Karten eingeladen. Für die Verbindlichkeiten des Vereins haftet nur das Vereinsvermögen. Der Verein wird nach Außen rechtsverbindlich vertreten durch Kollektivunterschrift des Präsidenten, resp. Vizepräsidenten und des Sekretärs. Präsident des Vereins ist: Herr Jakob Flükiger, Lehrer auf dem Breitenrain; Vizepräsident: Fräulein Leonore Gattiker, Oberlehrerin an der Postgasse; Sekretär: Herr Johann Jakob Fink, Lehrer in der Lorraine, alle bei Bern.

6. März. Die Firma *Alex. Beyeler* im Rabbenthal bei Bern ist in Folge Verzichts des Inhabers erloschen. Inhaber der Firma **Johann Mäder,** Altenberg Nr. 28 in Bern ist Johann Mäder, Samuels sel., von Mühleberg, Altenberg Nr. 18 Bern. Natur des Geschäfts: Hadern-, Knochen-, Papierspähne- und Alt-Metall-Handlung. Geschäftslokal: Altenberg Nr. 28 Bern.

Bureau Schloßwyl (Bezirk Konolfingen).

5. März. Unter der Firma **H. Wismer-Lehmann** in Münsingen betreibt Herr Herrmann Wismer von Wetzikon, wohnhaft in Münsingen, daselbst eine Tabak- und Cigarrenfabrik nebst Droguerie-, Spezerei- und Farbwaarenhandlung.

Kanton Luzern — Canton de Lucerne — Cantone di Lucerna

1884. 6. März. Inhaber der Firma **Johann Krieger** in Buttisholz ist Johann Krieger von und in Buttisholz. Natur des Geschäftes: Holzhandel. — Die Firma ertheilt *Prokura* an Franz Krieger, Sohn, in Buttisholz.

Basel-Stadt — Bâle-ville — Basilea-Città

1884. 4. März. Die Kollektivgesellschaft *Jacob Sutter & Cie* in Basel hat sich aufgelöst. Inhaber der Firma **Jacob Sutter** in Basel ist Jacob Sutter von Höllstein (Baselland), wohnhaft in Basel. Diese Firma übernimmt Aktiven und Passiven der erloschenen Firma Jacob Sutter & Cie und ertheilt *Prokura* an Johann Jakob Riggenbach von Zeglingen (Baselland). Natur des Geschäftes: Nouveautés et confections. Geschäftslokal: Freiestraße 35.

4. März. Inhaber der Firma **A. Gemuseus** in Basel ist Alfred Gemuseus von Basel, wohnhaft in Basel. Natur des Geschäftes: Confection, modes, lingerie. Geschäftslokal: Gerbergasse 44.

Kanton Schaffhausen — Canton de Schaffhouse — Cantone di Sciaffusa

1884. 4. März. Unter der Firma **Käsereigesellschaft des untern Reiaths** gründete sich am 6. April 1876 mit dem Sitze in Hofen eine *Genossenschaft*, welche den Besitz der Käserei Hofen, die Betheiligung bei dem Betriebe dieser Käserei und die Lieferung von Milch in dieselbe zum Zwecke hat. Diese Genossenschaft besteht aus Einwohnern der Gemeinden Altdorf, Bibern, Hofen und Opfershofen. Für die Verbindlichkeiten der Genossenschaft haften sämmtliche Mitglieder derselben gleichmäßig und solidarisch. Die revidirten, am 1. Mai 1877 in Kraft getretenen Genossenschaftsstatuten sind am 14. Februar 1877 festgestellt worden. Die Genossenschaftsstatuten enthalten keine Bestimmungen über Bedingungen des Ein- und Austrittes von Genossenschaftern. Der Eintritt neuer Mitglieder in die Genossenschaft ist frei; der Austritt eines Mitgliedes dagegen kann nur gegen Entrichtung einer Abfindungssumme, die jeweilen bei Abnahme der Rechnung gestützt auf dieselbe für das folgende Jahr festgesetzt wird, gestattet werden. Auch beim Tode eines Mitgliedes ist diese Abfindungssumme aus dessen Nachlaß zu bezahlen, sofern nicht ein Erbe desselben in die Genossenschaft eintritt. Jedes Mitglied der Genossenschaft hat einen Jahresbeitrag von Fr. 4 (vier Franken) und einen Beitrag aus Milcherlös à 3 % zu leisten. Die Organe der Genossenschaft sind: Die Versammlung der Genossenschaftsmitglieder und die Kommission. Die Kommission, von der Versammlung der Genossenschaftsmitglieder gewählt, besteht aus einem Präsidenten, der ohne Rücksicht auf das Domizil gewählt werden kann, und aus vier weitern Mitgliedern, die so zu wählen sind, daß jede der oben genannten Gemeinden einen Vertreter hat. Die Aktuariatsgeschäfte werden durch ein Mitglied der Kommission oder durch einen von derselben gewählten Aktuar besorgt. Ein von der Versammlung der Genossenschaftsmitglieder gewählter Kassier verwaltet die Gesellschaftskasse und stellt alljährlich die Rechnung. Die verbindliche Unterschrift für die Genossenschaft führen der Präsident und Aktuar durch Kollektivzeichnung. Die Genossenschaftsstatuten enthalten keine Bestimmungen darüber, wie ein allfällig erzielter Geschäftsgewinn verwendet werden soll. Präsident der Genossenschaft, beziehungsweise Präsident der Kommission ist: Herr A. Imthurn von und in Opfershofen; Aktuar: Herr Conrad Fuchs von und in Altdorf. Der Aktuar ist Mitglied der Kommission.

Appenzell I.-Rh. — Appenzell-Rh. int. — Appenzello int.

1884. 3. März. Den 22. Februar 1884 hat sich die **Genossenschafts-Buchdrukerei in Appenzell** gebildet. Deren am Gründungstage festgestellte Statuten lauten wie folgt: Statuten der katholisch-konservativen Buchdruckereigenossenschaft in Appenzell. 1) Zweck des Unternehmens. Art. 1: Die katholisch-konservative Buchdruckereigenossenschaft in Appenzell führt die Firma « Genossenschaftsbuchdruckerei » und hat ihren rechtlichen Wohnsitz in Appenzell. Sie hat zum Zwecke die Ausgabe eines periodisch erscheinenden ländlichen Organs und dabei den Betrieb einer eigenthümlichen Buchdruckerei. 2) Organisation des Unternehmens. I. Die Gesellschaft. Art. 2: Zur Gründung und Führung des Unternehmens bildet sich eine Gesellschaft, die höchstens aus 120 Mitgliedern besteht. Der Obligationenfond darf höchstens Fr. 3000, der Einlagenfond höchstens Fr. 8000 betragen. Die Einlage eines Genossen beträgt wenigstens Fr. 20 und höchstens Fr. 400. Die Aufnahme neuer Mitglieder geht nur von der Versammlung nach Stimmenmehrheit aus und kann nur in den ordentlichen Jahresversammlungen auf schriftliche oder mündliche Beitrittserklärung vorgenommen werden. Die Gesellschaft versammelt sich ordentlicher Weise im Jahre wenigstens ein Mal zur Entgegennahme der mit dem 31. Dezember abschließenden Jahresrechnung, zur Vornahme der statutarischen Wahlen, sowie allfälliger anderer Geschäfte. Außerordentlicher Weise tritt sie zusammen auf Beschluß des Verwaltungsausschusses oder auf Verlangen des zehnten Theils der Genossenschafter oder bei einem Bestande von weniger als 30 Mitgliedern auf das Verlangen seitens 3 Genossenschafter. Jeder Genosse hat eine Stimme. Art. 3: Die Mitgliedschaft erlöscht ordentlicher Weise bei Todesfall, außerordentlicher Weise im Falle von Entehrung oder nach Ablauf einer auf die Frist von einem Jahre ergangenen Aufkündung. In sämmtlichen Fällen ist die Einlage zurückzubezahlen. An dem Vermögen der Genossenschaft besteht für das austretende Mitglied kein Recht. Ueber die Verzinsung der Einlagen bestimmt die Genossenschaft selbst, doch darf dieselbe nie über 5 % auf's Jahr geschehen. II. Der Verwaltungsausschuß. Art. 4: Dieser wird aus der Zahl der Genossenschafter auf die Dauer eines Jahres gewählt und besteht aus 5 Mitgliedern (nebst einem Ersatzmann). Er vertheilt unter sich in gutfindender Weise die verschiedenen Obliegenheiten und bestimmt namentlich auch die Redaktion, sowie die Geschäftsleitung. Ferner bezeichnet er aus seiner Mitte die Vertretung der Genossenschaft, welche in deren Namen zu unterzeichnen befugt ist. III. Garantie. Art. 5: Die Garantie besteht in dem Genossenschaftsvermögen. Die persönliche Haftbarkeit der Genossenschafter ist ausgeschlossen. IV. Aenderung der Statuten, Auflösung der Gesellschaft. Art. 6: Ein Antrag auf Auflösung der Gesellschaft, oder auf Abänderung der Statuten muß schriftlich und wenigstens einen Monat vor der Jahresversammlung beim Präsidenten eingelegt werden. Zur gültigen Beschlussesfassung über Auflösung der Gesellschaft bezw. Abänderung der Statuten sind $^3/_4$ der Stimmen der Gesammtzahl der Mitglieder erforderlich. Im Falle der Auflösung folgt nach durchgeführter Begleichung der Aktiven und Passiven die Rückzahlung der Eintrittsgelder (in zweiter Linie zuzüglich der von einem Mitgliede nicht bezogenen Jahreszinse). Ein allfälliger Ueberschuß kann nicht unter die Genossen vertheilt werden, sondern ist einem katholischen Zwecke zuzuwenden. Schlußbestimmung: Da das Unternehmen zur Wahrung idealer Interessen dient, sind Anstände möglichst zu vermeiden. Sollten solche unvermeidlich sein, sind dieselben durch ein Schiedsgericht von fünf Mitgliedern zu erledigen, zu welchem jede Partei zwei Mitglieder bezeichnet mit Ausschluß der Verwandten bis und mit dem Geschwisterkindergrade. Sollten die von den beiden Parteien bezeichneten vier Mitglieder in der Wahl des Obmannes nicht einig werden, würde derselbe aus den in Frage liegenden vier Namen durch das Loos bestimmt werden. Der Vorstand besteht aus folgenden Mitgliedern: J. B. E. Rusch bei der Sälde, Appenzell, als Präsident; Ant. Jos. Schläpfer, Pfarrer, Appenzell, Schriftführer; Arnold Fässler, Rentier, Appenzell; Fässler, Joh. Ant., Kantonsrichter, Steinegg; Broger, Jos. Ant., Kassier, Appenzell, und Sebastian Bischofberger, Kaplan, als Ersatzmann. Die Vertretungs- und Zeichnungsbefugniß steht für den laufenden Verkehr bei J. B. E. Rusch; für die Unterzeichnung der Einlagenscheine und Obligationen bei dem Genannten und Jos. Ant. Broger, Kassier, in Appenzell.

Kanton St. Gallen — Canton de St-Gall — Cantone di San Gallo

Bureau St. Gallen.

1884. 4. März. Inhaber der Firma **Albert Bühler Rechtsagent** in St. Gallen ist Albert Bühler von Bütschwil, in St. Gallen. Natur des Geschäftes: Inkasso, Information und Rechtsagentur; Agentur von Haasenstein & Vogler in Basel. Geschäftslokal: Frohngartenstraße 1.

Kanton Aargau — Canton d'Argovie — Cantone d'Argovia

Bezirk Kulm.

1884. 4. März. Die Firma *Jac. Heiz* in Reinach ist erloschen. Jakob Heiz von Reinach und Jakob Schmidlin von Schlierbach, Kt. Luzern, beide wohnhaft in Reinach, haben unter der Firma **Heiz & Schmidlin** in Reinach eine Kollektivgesellschaft eingegangen, welche am 1. Januar 1884 begonnen hat. Diese Firma übernimmt Aktiva und Passiva der erloschenen Firma Jac. Heiz. Natur des Geschäftes: Cigarrenfabrikation.

Kanton Waadt — Canton de Vaud — Cantone di Vaud

Bureau de Morges.

1884. 3 mars. Le 17 mars 1883, il a été constitué sous la raison sociale de **Société de Fromagerie de Denens,** pour un temps non déterminé, une *association* qui a son siége à Denens, entre l'hoirie d'Alexandre Amaron, Ferdinand Amaron, l'hoirie d'Antoine Amaron, l'hoirie de Vincent Bachelard, Louis Brocard, Henri Brocard, Marc Brocard, Louis Chevillard, Henri Cotty, François Cotty, Lucien Cotty, Jules Chevillard, Alexandre Sauty, l'hoirie d'Abram Echaud, Charles Jacot, l'hoirie de Samuel Jacot, Henri Morand, Marc Muller, Jean Muller, Jean Moser, Jean Louis Metzker, Jean Pernet, Louis Metzker, Ferdinand Perey, Eugène Sauty, Jules Sauty, Emilie Sauty, Louise Bregand et l'hoirie de Pierre Henri Sauty, plus Louis Pernet, tous à Denens. Cette association a pour but la mise en commun du lait des vaches des associés pour sa vente ou sa fabrication. Les immeubles et les meubles que la société possède forment l'actif social. Les sociétaires sont copropriétaires des meubles et immeubles et en cette qualité débiteurs collectifs et solidaires de toutes les dettes de la société. Les enfants légitimes succèdent à leurs parents et les héritiers de tout membre qui décéderait sans postérité devront rembourser la part de ce sociétaire aux dettes sociales. Nul ne peut faire remise de ses droits à la société par vente ou autrement; cependant le père pendant son vivant peut faire remise de ses droits à un de ses fils. La renonciation volontaire à la société peut avoir lieu ensuite de demande écrite, mais elle ne sera accordée qu'après que le sociétaire renonçant aura payé sa part aux dettes; cette dernière condition est aussi applicable à celui qui voudrait s'expatrier. Il pourra en tout temps être reçu de nouveaux membres, moyennant décision prise par la majorité des sociétaires. L'assemblée générale a seule le droit d'engager la société qui est administrée par un comité de trois membres. Le président et le secrétaire signent tous les actes de la société. Le comité est composé de Charles Jacot, président; Eugène Sauty et François Jacot. Le secrétaire est Jules Sauty.

Bureau de Vevey.

4 mars. La raison *Veuve D. Bauer*, à Vevey, est éteinte. André Schnetzler-Bauer, de Gächlingen, au canton de Schaffhouse, domicilié à Vevey, chef de la maison **A Schnetzler-Bauer,** à Vevey, reprend l'actif et le passif de l'ancienne maison Veuve D. Bauer.

Bureau d'Yverdon.

4 mars. Charles Bersier, de Cugy, au canton de Fribourg, domicilié à La Mothe, déclare être le chef de la maison **Ch. Bersier,** à La Mothe. Genre de commerce: Fabrication de pierres fines pour l'horlogerie.

4 mars. Jeanne-Marguerite née Gilliand, femme de Louis-David Guerraz, de Château-d'Oex, domiciliée à Yverdon, déclare qu'elle est le chef de la maison **Marguerite Guerraz,** à Yverdon, fondée au mois de décembre 1881, date où Dame Guerraz s'était régulièrement fait inscrire comme marchande publique. Genre de commerce: Epicerie, lainerie, mercerie.

Kanton Genf — Canton de Genève — Cantone di Ginevra

1884. 3 mars. Le chef de la maison **Jules David,** à St-Jean près Genève, commencée en mars 1883, est Jules David, de Genève, domicilié à St-Jean. Genre de commerce: Minoterie. Bureaux à St-Jean (Ville), et usine à St-Jean (Petit-Saconnex).

Nichtamtlicher Theil. — Partie non officielle. Parte non ufficiale.

Gewerbliche Enquête. Die *nationalräthliche Kommission* betreffend die gewerbliche Enquête hat am 6., 7. und 8. d. Mts. Berathung gepflogen und einen einläßlichen Bericht an den Nationalrath festgestellt. Zu Handen des Handelsamtsblattes redigirte die Kommission folgendes Referat:

«Wir heben aus unserem Bericht an den Nationalrath folgendes Postulat hervor, dessen Annahme den eidgenössischen Räthen empfohlen wird:

«Der Bundesrath wird eingeladen, zu untersuchen und Bericht und Antrag zu bringen, ob nicht durch einen Nachtrag zum Obligationenrecht die gesetzliche Regelung der Verhältnisse zwischen Meister und Lehrling und zwischen Meister und Geselle stattfinden soll.»

Die Kommission hält dafür, daß ohne Revision der Bundesverfassung die Aufstellung einer schweizerischen Gewerbeordnung nicht thunlich wäre, wohl aber sei es möglich und nothwendig, den Vertrag zwischen Meister und Lehrling, und zwischen Meister und Geselle wie andere Verträge im Obligationenrecht bezüglich seiner genauen Durchführung unter den Schutz der Gerichte zu stellen, und zugleich vorzuschreiben, daß in solchen Ver-

trägen alle Pflichten und Rechte des Meisters wie des Lehrlings oder Gesellen genau verzeichnet werden.

Zu dem in der Botschaft des Bundesrathes enthaltenen Bundesbeschlussesentwurf* stellt die Kommission folgende Abänderungsanträge, resp. die zur Abänderung empfohlenen Artikel sollen folgendermaßen lauten:

Art. 1. Zur Förderung der gewerblichen und industriellen Berufsbildung leistet der Bund an diejenigen Anstalten, welche zum Zwecke jener Bildung errichtet sind, oder errichtet werden, Beiträge aus der Bundeskasse.

Wenn eine Anstalt noch andere als diese Berufsbildung, z. B. die allgemeine Bildung, zum Ziele hat, so wird der Beitrag des Bundes nur für erstere ausgerichtet.

Art. 2. Als Anstalten für die gewerblicheund industrielle Fortbildung sind zu betrachten: Die Industrie- und Gewerbemuseen (Modellsammlungen, Lehrmittelsammlungen), die gewerblichen und industriellen Fortbildungsanstalten, die Kunst- und Fachschulen, sowie die Handwerkerschulen.

Art. 4. Die Beiträge des Bundes belaufen sich je nach dem Ermessen des Bundesrathes bis auf die Hälfte der Kosten oder Beiträge der Kantone, resp. Staat, Gemeinden und Korporationen.

Art. 5. Der Bundesrath wird sich von den Kantonsregierungen über die in Art. 4 erwähnten Kosten und Beiträge an das bezeichnete Bildungswesen nähere Auskunft geben lassen; er nimmt Einsicht von den Leistungeu der Anstalten, und läßt sich die Lehrprogramme, Berichte und Prüfungsresultate vorlegen. (Lemma 2 und 3 bleiben unverändert.)

Art. 7. Die Beiträge des Bundes dürfen keine Verminderung der bisherigen Leistungen der Kantone, Gemeinden und Korporationen zur Folge haben, sie sollen vielmehr dieselben zu vermehrten Leistungen auf dem Gebiet der gewerblichen und industriellen Bildung veranlassen.

Art. 8. In das Budget des Bundes wird ein jährlicher Kredit von 150,000 Fr. für die Unterstützung der gewerblichen und industriellen Bildung aufgenommen. Dieser Kredit kann erhöht werden, wenn das Bedürfniß hiefür sich fühlbar macht und weun die finanzielle Lage des Bundes es erlaubt.

Art. 9. Der Bundesrath ist beauftragt, auf Grundlage der Bestimmungen des Bundesgesetzes vom 17. Juni 1874 betr. Volksabstimmungen über Bundesgesetze und Bundesbeschlüsse die Bekanntmachung dieses Beschlusses zu veranstalten und den Zeitpunkt des Inkrafttretens desselben festzustellen.

Die Motive für diese Abänderungen am bundesräthlichen Entwurf sind folgende:

Ad Art. 1. Im bundesräthlichen Antrag heißt es, der Bund «könne», so lange es seine finanzielle Lage gestatte, solche Beiträge leisten. Die Kommission ist aber der Ansicht, daß, wenn der Zweck solcher Bundessubsidien erreicht werden soll, dieselben gesicherte sein müssen, namentlich im Hinblick auf neu zu errichtende Anstalten und die Ausdehnung bereits bestehender. Denn nur, wenn man mit Sicherheit auf fortgesetzte Beihülfe des Bundes zählen kann, werden neue gewerbliche Bildungsanstalten gegründet und die bestehenden nach Bedürfniß erweitert und entwickelt werden können. Die Unsicherheit, ob die Bundessubsidien dauernde sein oder plötzlich wieder versiegen könnten, müßte lähmend wirken. Die Kommission hält aber das gewerbliche Bildungswesen für so wichtig, daß jede Ungewißheit über die Entwicklung desselben durchaus vermieden werden muß. Es gibt Ausgaben, welche unbedingt nothwendig sind, für welche daher die Mittel beschafft werden müssen. Wir verweisen z. B. auf die Militärausgaben, an deren Nothwendigkeit Niemand zweifelt, da sie zur Sicherung der Selbstständigkeit des Vaterlandes erforderlich sind. Nun sind die Lebensfähigkeit und das Gedeihen unserer industriellen und gewerblichen Thätigkeit ebenfalls ein höchst wichtiger Faktor für die Unabhängigkeit unseres Landes, der gleichfalls vollste Berücksichtigung verdient; denn wohin müßten wir gelangen, wenn eine allgemeine Verarmung, ein fortwährender Niedergang unserer Erwerbsquellen eintreten würde? Daß aber ohne volle Lebenskraft der industriellen und gewerblichen Arbeit die Schweiz verarmen müßte, wird Niemand leugnen. Daher ist die Hebung dieser Arbeit durch fortschreitende Entwicklung der gewerblichen Bildung eine der hervorragendsten Aufgaben auch des Bundes, für welche er regelmäßige, bestimmte Ausgaben auf sich nehmen soll.

Ad Art. 2. Diese Abänderung soll lediglich im Interesse größerer Klarheit geschehen.

Ad Art. 4. Die Bemessung der Bundessubsidien einzig nach den Beiträgen der Kantonsregierungen, wie der Bundesrath vorschlägt, wäre unbillig. Es gibt nämlich Kantone, in denen die Regierungen nur sehr kleine Beiträge leisten, theils weil sie die Nothwendigkeit noch nicht voll einsehen, theils weil sie in ihren Mitteln beschränkt sind. In andern Kantonen hinwieder tragen die Regierungen den größten Theil sämmtlicher Ausgaben für das gewerbliche Bildungswesen. Daneben gibt es wieder Kantone, in denen diese Ausgaben größtentheils von Gemeinden und Korporationen getragen werden, und es schien der Kommission, es wäre unbillig, diese letzteren durch die Bemessung der Bundessubsidien einzig nach den Beiträgen der Kantonsregierungen zu benachtheiligen, und dagegen solche Anstalten, welche bereits durch große Beiträge der Regierungen reich dotirt sind, zu begünstigen. In Folge dieser Abänderungen muß auch

Art. 5 eine kleine Redaktionsveränderung erfahren.

Bei **Art. 7** setzt die Kommission analog mit Art. 4 statt den Worten «Kantone oder Ortschaften»: «Kantone, Gemeinden und Korporationen».

Ad Art. 8. Da die Kommission möglichst gesicherte und andauernde Bundessubsidien für nothwendig erachtet, so schlägt sie hier einen bleibenden Budgetposten von Fr. 150,000 vor.

Ad Art. 9. Da durch die getroffenen Abänderungen und besonders durch den regelmäßigen festgesetzten Budgetposten der vorliegende Bundesbeschluß gewissermaßen zu einem Bundesgesetz, und jedenfalls allgemein verbindlich wird, so kann und soll er dem Referendum nicht entzogen werden.

* Art. 1. Zur Förderung der gewerblichen und industriellen Berufsbildung kann der Bund, so lange die finanzielle Lage desselben es gestattet, an diejenigen Anstalten, welche zum Zwecke jener Bildung errichtet sind oder errichtet werden, aus der Bundeskasse Beiträge leisten. Wenn eine Anstalt noch andere, als diese Berufsbildung, z. B. die allgemeine Bildung, zum Ziele hat, so wird der Beitrag des Bundes nur für erstere ausgerichtet.

Art. 2. Als Anstalten für die gewerbliche und industrielle Berufsbildung sind zu betrachten: Die Industrie- und Gewerbemuseen (Modellsammlungen, Lehrmittelsammlungen), die gewerblichen und industriellen Kunst- und Fachschulen, die Handwerkerschulen und die freiwilligen Fortbildungsanstalten.

Art. 3. Der Bund kann auch an die Kosten von Wandervorträgen und an die Honorirung von Preisaufgaben über die gewerbliche und industrielle Bildung Beiträge leisten.

Art. 4. Die Beiträge des Bundes belaufen sich je nach Ermessen des Bundesrathes bis auf die Hälfte der Kosten oder Beiträge der Kantonsregierungen.

Art. 5. Der Bundesrath wird sich von den Kantonsregierungen über ihre Kosten oder Beiträge an das bezeichnete Bildungswesen nähere Ausweise geben lassen; er nimmt Einsicht von der Leistung der Anstalten und läßt sich die Lehrprogramme, Berichte, Prüfungsresultate vorlegen.

Bei der Festsetzung des Bundesbeitrages ist darauf Rücksicht zu nehmen, ob an einer Anstalt Lehrer für den gewerblichen Berufsunterricht herangebildet werden. Insbesondere ist auf die Heranbildung von Zeichnungslehrern für Handwerker- und Fortbildungsschulen Bedacht zu nehmen.

Der Bundesrath betheiligt sich in gleicher Weise an den Kosten der weitern Ausbildung von Lehramtskandidaten im Auslande.

Art. 6. Der Bundesrath wird mit den Kantonsregierungen über die Bedingungen der Mitwirkung des Bundes bei der gewerblichen und industriellen Bildung unterhandeln und mit denselben das Nähere festsetzen.

Art. 7. Die Beiträge des Bundes dürfen keine Verminderung der bisherigen Leistungen der Kantone oder Ortschaften zur Folge haben; sie sollen vielmehr dieselben zu vermehrten Leistungen auf dem Gebiete der gewerblichen und industriellen Bildung veranlassen.

Art. 8. Für 1884 wird dem Bundesrath für die Unterstützung der gewerblichen und industriellen Bildung ein Kredit von 150,000 Fr. eröffnet.

Art. 9. Gegenwärtiger Beschluß tritt als nicht allgemein verbindlicher Natur sofort in Kraft.

Enquête industrielle. La *commission du conseil national* nommée pour examiner la question de l'enquête industrielle a siégé les 6, 7 et 8 de ce mois, et arrêté le texte du rapport circonstancié qu'elle présentera au conseil national. Cette commission a rédigé la notice suivante à l'intention de la feuille officielle du commerce:

„Nous relevons dans notre rapport au conseil national le postulat suivant, dont l'adoption est recommandée aux conseils de la confédération:

„*Le Conseil fédéral est invité à examiner s'il n'y a pas lieu de „régler législativement, par un supplément au code des obligations, les „rapports entre patron et apprenti et entre patron et ouvrier.*"

La commission est d'avis qu'il ne serait pas possible d'édicter une loi industrielle fédérale sans réviser préalablement la constitution fédérale; mais elle trouve qu'il est possible, et même nécessaire, de placer, dans le code des obligations, le contrat entre patron et apprenti et entre patron et ouvrier, comme les autres contrats, sous la protection des tribunaux, et d'exiger en même temps que tous les devoirs et tous les droits du patron, aussi bien que de l'apprenti ou de l'ouvrier, soient exactement consignés dans les dits contrats.

La commission propose d'apporter les modifications suivantes au projet d'arrêté* renfermé dans le message du Conseil fédéral, ou plutôt de rédiger comme suit les articles qu'elle désire voir modifiés:

Art. 1er. Dans le but de favoriser l'enseignement professionnel et industriel, la confédération accorde des subventions de la caisse fédérale aux établissements créés ou à créer en vue de cet enseignement. Si, à côté de l'enseignement professionnel, un établissement poursuit encore d'autres buts, par exemple la culture générale, la subvention fédérale ne s'applique qu'au premier.

Art. 2. Sont à considérer comme établissements destinés à l'enseignement professionnel complémentaire: les musées industriels et professionnels (collections de modèles et d'objets d'enseignement), les écoles professionnelles et industrielles complémentaires, les écoles des beaux-arts, les écoles spéciales et les écoles d'artisans.

Art. 4. Les subventions fédérales sont fixées suivant l'appréciation du conseil fédéral, et peuvent s'élever jusqu'à concurrence de la moitié des frais ou subventions des cantons, fournis soit par l'Etat, par les communes ou par les corporations.

Art. 5. Le conseil fédéral se fera donner par les gouvernements cantonaux des renseignements précis sur les frais et subventions mentionnés à l'art. 4 et consacrés par eux à l'enseignement professionnel; il se rendra compte des résultats obtenus dans ces écoles, et se fera présenter leurs programmes d'enseignement, rapports et résultats d'examens. (Les alinéas 2 et 3 demeurent sans changements.)

Art. 7. Les subventions fédérales ne doivent pas avoir pour résultat de diminuer les efforts faits jusqu'ici par les cantons, communes et corporations; elles doivent plutôt encourager ceux-ci à faire encore davantage dans le domaine de l'enseignement professionnel et industriel.

Art. 8. Un crédit annuel de 150,000 fr. est porté au budget fédéral pour favoriser l'enseignement professionnel et industriel. Ce crédit peut être augmenté si le besoin s'en fait sentir et si la situation financière de la confédération le permet.

Art. 9. En considération des dispositions de la loi fédérale du 17 juin 1874 concernant les votations populaires sur les lois et décrets fédéraux, le conseil fédéral est chargé de veiller à la publication du présent arrêté, ainsi que de fixer l'époque où il entrera en vigueur.

* Art. 1er. En vue d'améliorer l'enseignement professionnel et pour autant que la situation financière le permet, la confédération peut subventionner les établissements déjà installés ou qui seront créés à cet effet. Toutefois, lorsqu'un établissement poursuivra en même temps un autre but, tel que l'instruction générale par exemple, le subside fédéral ne sera accordé qu'en faveur de l'enseignement professionnel.

Art. 2. Sont considérés comme établissements destinés à l'enseignement professionnel: les musées industriels (collections de modèles et de méthodes d'enseignement), les écoles industrielles d'arts et métiers, les écoles professionnelles et les écoles facultatives de perfectionnement.

Art. 3. La confédération peut également contribuer par des subsides aux frais résultant de conférences ou de prix à décerner après concours sur des questions relatives à l'enseignement industriel.

Art. 4. Les subsides de la confédération peuvent, selon l'appréciation du conseil fédéral, atteindre la moitié de la somme des frais et contributions supportés par les gouvernements cantonaux.

Art. 5. Le conseil fédéral réclamera des gouvernements cantonaux des renseignements plus détaillés sur les dépenses et subsides que peut occasionner pour eux cet enseignement industriel; il prend connaissance de la marche des établissements et se fait remettre les programmes d'enseignement, les rapports et les résultats des examens.

On tiendra compte, pour la fixation du subside fédéral, du fait que l'on formerait dans l'établissement des maîtres pour l'enseignement professionnel et surtout des maîtres de dessin pour les écoles professionnelles et de perfectionnement.

Le conseil fédéral prend part dans la même mesure aux frais que nécessiteront les études complémentaires à l'étranger des personnes voulant se vouer à cet enseignement.

Art. 6. Le conseil fédéral entrera en négociations avec les cantons au sujet des conditions de coopération de la confédération à cet enseignement industriel et prendra, de concert avec eux, les dispositions ultérieures jugées nécessaires.

Art. 7. Les prestations actuelles des cantons et des localités ne doivent pas se trouver diminuées par les subsides qui seront fournis de la part de la Confédération, ceux-ci devant plutôt être un stimulant pour des obligations plus grandes à remplir dans le domaine du développement industriel.

Art. 8. Il est ouvert, sur l'exercice de 1884, un crédit de 150,000 fr. au conseil fédéral dans un but d'amélioration de l'enseignement industriel.

Art. 9. Le présent arrêté, n'étant pas d'une portée générale, entre immédiatement en vigueur.

Les motifs de ces modifications apportées au projet du conseil fédéral sont les suivants:

Ad art. 1er. Dans la proposition du Conseil fédéral, il est dit que la Confédération «*peut*» accorder de ses cubventions *aussi longtemps que sa situation financière le permet.* Mais la commission est d'avis que, pour atteindre leur but, ces subventions doivent être assurées, et cela surtout en ce qui concerne la création de nouveaux établissements, ou l'extension à donner à ceux qui existent déjà. Car ce n'est que si l'on peut compter avec certitude sur l'assistance continue de la confédération que de nouveaux établissements d'enseignement professionnel pourront être fondés et que ceux qui existent maintenant pourront être étendus et développés suivant les besoins. L'incertitude où l'on serait quant à la question de savoir si les subsides fédéraux dureraient ou s'ils tariraient subitement, paralyserait tous les efforts. Or, la commission estime que l'enseignement professionnel est d'une si grande importance, qu'il faut absolument éviter toute incertitude quant à son développement. Il est des dépenses qui sont absolument nécessaires, et pour lesquelles les moyens *doivent* se trouver. Nous mentionnerons, par exemple, les dépenses militaires dont l'urgence n'est mise en doute par personne, vu qu'elles sont nécessaires pour assurer d'indépendance de la patrie. Or, la vitalité et la prospérité de notre activité industrielle et professionnelle constituent un facteur important de l'indépendance de notre pays, qui mérite aussi d'être pris en sérieuse considération; car où en arriverions-nous s'il se produisait un appauvrissement général, un amoindrissement continu de nos ressources? Et personne ne niera que la Suisse ne s'appauvrisse si la pleine force vitale du travail industriel et professionnel vient à lui faire défaut. C'est pourquoi l'encouragement de ce travail, au moyen du développement progressif de l'enseignement professionnel, est aussi une des tâches les plus éminentes de la confédération, tâche pour laquelle elle doit s'imposer des dépenses fixes et régulières.

Ad art. 2. La modification proposée a pour seul but de donner plus de clarté à cet article.

Ad art. 4. Il serait injuste de mesurer les subsides de la confédération uniquement d'après les subventions fournies par les gouvernements cantonaux, ainsi que le propose le conseil fédéral. Il y a des cantons dont les gouvernements n'accordent que de très faibles subventions, soit qu'ils n'en reconnaissent pas encore complètement l'utilité, ou qu'ils soient limités dans leurs moyens Dans d'autres cantons, au contraire, ce sont les gouvernements qui supportent la plus grande partie des dépenses faites en faveur de l'enseignement professionnel. Dans d'autres cantons encore, ces dépenses sont principalement supportées par les communes et corporations; la commission a trouvé qu'il ne serait pas équitable envers ces dernières de mesurer le montant des subsides fédéraux uniquement aux subventions fournies par les gouvernements cantonaux, tandis que l'on favoriserait des établissements déjà richement dotés par les gouvernements. Par suite de cette modification, la rédaction de

L'**art. 5** doit aussi subir un léger changement.

Dans l'**art. 7,** comme aussi dans l'art. 4, la commission remplace les mots de «cantons ou localités» par ceux de «cantons, communes et corporations».

Ad art. 8. Estimant que des subsides fédéraux aussi assurés et continus que possible sont nécessaires, la commission propose l'inscription au budget d'un poste régulier de 150,000 fr.

Ad art. 9. Vu que les modifications apportées au projet, et surtout la fixation d'un poste budgétaire régulier, font, en quelque sorte, du présent arrêté une loi fédérale, et qu'elle lui donne en tout cas une portée générale, cet arrêté ne peut ni ne doit être soustrait au référendum.»

Freundschafts-, Niederlassungs- und Handelsvertrag mit Salvador. Indem wir uns vorbehalten, den Wortlaut dieses Vertrages nach Ratifikation des letztern zu publiziren, theilen wir heute aus der bezüglichen bundesräthlichen Botschaft an die Bundesversammlung Folgendes mit:

„Ende September 1883 hat der bei der schweizerischen Eidgenossenschaft beglaubigte außerordentliche Gesandte und bevollmächtigte Minister der Republik Salvador, Don Carlos Gutierrez, dem Bundesrathe den Abschluß eines ähnlichen Freundschafts- und Handelsvertrages zwischen der Schweiz und Salvador angetragen, wie ein solcher am 13. Juni 1870 zwischen dem Könige von Preußen im Namen des Norddeutschen Bundes und des Zollvereins mit Salvador abgeschlossen worden ist.

„Nach Anhörung der Departemente, welchen dieser Vorschlag zur Prüfung überwiesen worden, und gestützt auf deren günstigen Bericht, hat sodann der Bundesrath am 6. Oktober 1883 beschlossen, prinzipiell auf das Anerbieten des Bevollmächtigten von Salvador einzutreten und ihm den Abschluß:

1) eines Freundschafts-, Niederlassungs- und Handelsvertrages und

2) einer Uebereinkunft betreffend die gegenseitige Auslieferung von Verbrechern anzutragen.

„Wenn auch die Beziehungen zwischen der Schweiz und Salvador nicht von solchem Belange sind, daß wir uns hätten veranlaßt sehen können, die Initiative zu diesen Unterhandlungen zu ergreifen, so lag doch andererseits kein Grund vor, dieselben von der Hand zu weisen. Eine ablehnende Antwort von unserer Seite gegenüber einem zivilisirten Staate, mit dem wir nie den geringsten Anstand hatten, würde den internationalen Gebräuchen widerstreiten und wäre ebenso unerklärlich, als ungerechtfertigt.

„Ohne indeß unsern Beziehungen mit Salvador eine Bedeutung beimessen zu wollen, die ihnen, heute wenigstens, noch nicht zukommt, dürfen wir dieselben doch nicht unterschätzen und namentlich dürfen wir nicht außer Acht lassen, wie sie später sich entwickeln können.

„Salvador ist eine jener fünf Republiken, welche ehemals den Staatenbund von Centralamerika bildeten. Hieher gehören nämlich:

1) Guatemala	121,000 km²	mit	1'252,497	Einwohnern.
2) Salvador	18,700 „	„	554,785	„
3) Honduras	120,000 „	„	350,000	„
4) Nicaragua	133,800 „	„	271,815	„
5) Costa Rica	51,800 „	„	185,000	„

„Salvador ist also dem Flächeninhalt nach der kleinste unter diesen fünf Staaten, nimmt aber in Bezug auf die Bevölkerung den zweiten Rang ein. Nach den Ermittlungen des Handels- und Landwirthschaftsdepartementes ist Salvador ein reiches Land, dessen fruchtbarer Boden im Ueberflusse alle Erzeugnisse der tropischen Gegenden hervorbringt. Bei dem Frieden dieses Staates im Innern und nach Außen vermehrt sich dessen Handel von Tag zu Tag; ein Telegraphennetz besteht auch schon und ebenso ist bereits eine erste Eisenbahnlinie im Betrieb.

„Der Bericht des Handelsdepartementes erwähnt ferner, daß die Ausfuhr aus Salvador sich im Jahre 1879 auf eine Summe von 20 bis 21 Millionen Franken belief. Sie besteht hauptsächlich in Kaffee, Indigo, Silber- und Zinkerzen, Tabak, Reis, getrockneten Häuten und Kaatschuk.

„Die Einfuhr in Salvador erreichte im nämlichen Jahre einen Werth von 13 Millionen Franken. Wir heben hervor, daß die Einfuhr auch mehrere Produkte in sich begreift, die in der Schweiz fabrizirt werden, wie namentlich: baumwollene, wollene, leinene und seidene Artikel, Quincaillerie, Maschinen, Erzeugnisse der Uhrenindustrie und Bijouteriewaaren.

„Salvador hat Niederlassungs- und Handelsverträge abgeschlossen mit Deutschland und zwar wie schon bemerkt, im Jahre 1870, mit Italien am 25. Januar 1876 und mit Frankreich am 5. Juni 1878. Auslieferungsverträge bestehen mit den Ver. Staaten von Nordamerika (1870), mit Italien (1871), mit Belgien (1880) und mit England (1881).

„Die Zahl der Schweizer, die in Salvador niedergelassen sind, hat schon jetzt einige Bedeutung; sie wird ohne Zweifel mit der fortschreitenden Entwicklung des Handels in der dortigen Gegend sich vermehren. Es ist uns daher besonders daran gelegen, unsern daselbst wohnenden Landsleuten die nämliche Stellung zu sichern, welche andere Staaten ihren Angehörigen daselbst zu verschaffen zu müssen glaubten. Dieses Interesse wird wachsen, wenn, wie uns bereits angedeutet wurde, die übrigen Republiken von Centralamerika dem Beispiele Salvadors nachfolgen."

Traité d'amitié, d'établissement et de commerce entre la Suisse et la république du Salvador. Nous donnons ci-après un résumé du message du Conseil fédéral aux chambres concernant ce traité; nous nous réservons de compléter ces renseignements par l'insertion intégrale du traité dès qu'il aura été ratifié par l'Assemblée fédérale.

L'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la république du Salvador, don Carlos Gutierrez, accrédité auprès de la Confédération suisse, a proposé au Conseil fédéral, à fin septembre 1883, de lier entre les deux pays un traité d'amitié et de commerce semblable à celui qui a été conclu le 13 juin 1870 entre cet état et le roi de Prusse agissant au nom de la Confédération de l'Allemagne du nord et du Zollverein.

Après avoir pris l'avis de ceux de ses départements qui avaient mission d'examiner ces ouvertures, et sur leur rapport favorable, le Conseil fédéral a décidé, le 6 octobre 1883, d'admettre en principe la proposition du délégué du Salvador, et de lui offrir de lier entre les deux états:

1° un traité d'amitié, d'établissement et de commerce;

2° une convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs.

Bien que les relations entre la Suisse et le Salvador ne soient pas de telle importance que nous eussions cru devoir prendre l'initiative de ces négociations, nous n'avions par contre aucun motif de les repousser. Un refus de notre part, vis-à-vis d'un état civilisé, avec lequel nous n'avons jamais eu l'ombre d'un conflit, eût été contraire aux usages internationaux et n'eût pu ni s'expliquer, ni se justifier.

D'autre part, et sans vouloir donner à nos relations avec le Salvador une importance qu'elles n'ont pas, en ce moment du moins, il ne faut ni les méconnaître complètement, ni surtout perdre de vue ce qu'elles pourraient devenir.

Le Salvador est l'une des cinq républiques qui formaient autrefois la Confédération de l'Amérique centrale; ce sont:

1° Guatemala,	121,000	km²,	1'252,497	habitants.
2° Salvador,	18,700	„	554,785	„
3° Honduras,	120,000	„	350,000	„
4° Nicaragua,	133,800	„	271,815	„
5° Costa-Rica,	51,800	„	185,000	„

Le Salvador est géographiquement le plus petit de ces cinq états, mais il en est le second en population. Les renseignements recueillis par notre département du commerce et de l'agriculture nous le représentent comme un pays prospère, dont le sol fertile fournit richement tous les produits des tropiques. Le commerce s'y développe de jour en jour, dans la paix intérieure et extérieure; un réseau télégraphique et une première ligne de chemin de fer y sont déjà établis.

Le rapport de notre département du commerce nous dit encore que l'exportation du Salvador s'est élevée, en 1879, à un chiffre de 20 à 21 millions de francs; elle comprend surtout le café, l'indigo, les minerais d'argent et de zinc, le tabac, le riz, les peaux séchées et le caoutchouc.

L'importation au Salvador s'est élevée, durant la même année, au chiffre de 13 millions de francs. Nous faisons remarquer qu'elle consiste principalement en produits que la Suisse fabrique: les articles de coton, laine, lin et soie, la quincaillerie, les machines, l'horlogerie et la bijouterie.

Le Salvador a lié des traités d'établissement et de commerce avec l'Allemagne, comme nous l'avons déjà dit, en 1870, avec l'Italie le 25 janvier 1876, avec la France le 5 juin 1878. Il a des traités d'extradition avec les Etats-Unis de l'Amérique du nord (1870), avec l'Italie (1871), avec la Belgique (1880) et avec l'Angleterre (1881).

Le nombre des Suisses qui sont établis dans le Salvador est déjà de quelque importance. Il ira sans doute en grandissant, à mesure que le commerce se développera dans cette contrée. Nous avons intérêt à assurer à ces citoyens la position que d'autres états ont cru devoir y acquérir pour leurs ressortissants. Et cet intérêt ira en croissant si, comme on nous l'a donné à entendre, l'exemple du Salvador est suivi par les autres républiques de l'Amérique centrale.

Comme nous l'avons dit tout à l'heure, le Conseil fédéral a soumis au représentant du Salvador deux projets, savoir: un traité d'amitié, d'établissement et de commerce, et une convention pour l'extradition des malfaiteurs. Le représentant du Salvador les a acceptés tous deux et les instruments en ont été signés, sous réserve des ratifications constitutionnelles, le 30 octobre 1883, par M. le conseiller fédéral Deucher, au nom de la Confédération suisse, et par M. le ministre don Carlos Gutierrez, au nom du Salvador. Il résulte d'une communication ultérieure que son excellence le président de la république du Salvador a donné son entière approbation à ces traités et que le congrès du pays s'en occupera incessamment.

Fabrikgesetz. Die eidg. Fabrikinspektoren haben dem Handels- und Landwirthschaftsdepartement Bericht über die Vollziehung des Fabrikgesetzes in den Jahren 1882 und 1883 erstattet. Derselbe ist vom Departemente der Buchhandlung Sauerländer in Aarau in Druck und Verlag gegeben worden. Dieser eingehende Bericht ist geeignet, bei Vollziehung der bestehenden gesetzlichen Vorschriften wesentliche Dienste zu leisten und ist deßhalb nicht nur den Fabrikanten und Arbeitern, sondern insbesondere auch den mit der Vollziehung des Gesetzes betrauten kantonalen Bezirks- und Lokalbehörden zu empfehlen.

Buchdruckerei JENT & REINERT (Exp. des *Schweiz. Handelsamtsblattes*) in Bern — Imprimerie JENT & REINERT (Expédition de la *Feuille officielle suisse du commerce*) à Berne